



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2024-02-01/2024-02-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Jeudi 1^{er} février.

Kinshasa : au moins 182 présumés délinquants dits « kuluna » présentés devant la presse. Parmi eux, un élément de la police nationale congolaise, appelé Blaise Bila Katushidi avec sa bande. Ce policier et sa bande faisaient monter de force des paisibles citoyens dans un bus de marque 207 pour les dépouiller. Le commissaire provincial de la PNC à Kinshasa a affirmé avoir organisé trois opérations de bouclage ciblées pour arrêter les présumés kulunas qui traquent des habitants. Il a soutenu que ses troupes sont intervenues pour mettre fin aux troubles, créés par des délinquants au quartier Mikondo, dans la commune de Kimbanseke.

Goma : désormais toute personne qui entre ou sort de la ville doit être identifiée (autorité). « Nous avons pris une mesure : nous devons identifier les nouveaux venus dans la ville. Chaque matin à 10h30 nous devons avoir la liste des gens qui sont arrivés dans la ville et ceux qui sont sortis de la ville pour qu'on soit sûr avec qui nous vivons», a déclaré le gouverneur. Concernant la mesure d'interdiction de la circulation de motos après 18 h, le conseil a décidé de prolonger cette décision pour mieux évaluer son impact. Au départ, cette mesure était prise pour une semaine, mais le conseil a décidé d'aller jusqu'à 30 jours, a expliqué le gouverneur Cirimwami. Le gouverneur du Nord-Kivu a ainsi demandé aux membres de ce conseil d'être pragmatiques dans l'éradication de l'insécurité à Goma.

Ituri : les ADF établissent leurs bastions dans plusieurs localités (société civile). La Nouvelle société civile congolaise de Mambasa (Ituri) affirme avoir constatée la présence de plusieurs vagues de rebelles des ADF et leurs dépendants dans des localités champêtres se trouvant dans la forêt de Mondondondo, Maroc, Masonga, Motolo, Libanda. Certains paysans fuyant ces coins témoignent que ces hommes armés ont installé leur campement dans ces entités où ils cultivent les champs et commettent des exactions contre la population. Ces rebelles ont tiré plusieurs coups de feu et pris en otage deux personnes qui se sont échappées de leurs mains.

Kasumbalesa : cinq morts et plus 20 malades de choléra enregistrés en une semaine. Le maire de Kasumbalesa (Haut-Katanga) indique avoir mis en place des stratégies pour lutter contre la propagation de la maladie qui continue à faire des victimes, notamment la mise en place du centre de traitement de cholera pour accueillir les personnes malades. Il invite ses administrés à éviter la consommation des aliments vendus à la sauvette, à maintenir la salubrité dans leur environnement immédiat et sur leur lieu de travail, à se laver les mains régulièrement.

Beni : les forces armées de la RDC et de l'Ouganda réfléchissent sur la résolution des conflits impliquant des pêcheurs congolais. Au cœur de ces échanges, la résolution du conflit qui oppose depuis plusieurs mois des pêcheurs congolais de la pêche de Kyavinyonge aux marines de la force navale ougandaise sur la violation des limites lacustres. « Nous avons beaucoup discuté sur ce que nous devons faire, les mécanismes qu'on doit mettre en place pour que les pêcheurs des deux pays puissent travailler pour qu'il n'y ait pas des arrestations, pour harmoniser encore de plus des relations entre le peuple ougandais et le peuple congolais », a indiqué le capitaine Anthony Mwalushayi.

Abordant la question du matériel saisi, que ce soit le matériel des pêcheurs congolais ou des pêcheurs ougandais qui sont gardés en RDC ou en Ouganda, les deux parties ont convenu de se référer chacune à sa hiérarchie pour trouver des solutions durables.

Beni : les ADF tuent vingt-trois personnes en l'espace de quatre jours (société civile). Le président de la société civile de Manove a dénoncé la recrudescence depuis quelques jours des attaques des ADF. Il se dit exaspéré et ne comprend pas pourquoi les Forces armées n'ont jamais pris en considération leurs alertes. Pour lui, il est inacceptable, qu'un territoire qui compte tant d'officiers hauts gradés, puisse être déstabilisé par un groupe d'hommes, de femmes et d'enfants pendant plus de dix ans sans pouvoir maîtriser la situation.

Maniema : 60 infirmiers bénéficient d'une formation LMD en santé de la reproduction. Selon le Docteur Harmonie Bokole, spécialiste en santé reproductive de la mère, de l'enfant et de l'adolescent dans ledit projet, cette initiative vise l'amélioration des soins de santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent. « C'est un projet qui vient pour accompagner le gouvernement congolais dans sa mission d'amélioration de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent. Dans cette deuxième phase, nous avons 60 boursiers qui sont venus de 15 zones de santé. Ils seront là pendant 18 mois parce que c'est une formation LMD ". Elle a souligné qu'une fois la formation terminée, ces blouses blanches seront mises à la disposition de l'Institut supérieur des techniques médicales, (ISTM) afin de rentrer dans leurs sites de prestation.

Ituri : une incursion des ADF fait quatre morts à Mambasa (société civile). Des sources locales affirment aussi que ces hommes armés erraient depuis lundi dernier dans cette zone. Ils ont pris par surprise une dizaine de civils qui travaillaient dans leurs champs. La société civile confirme aussi que trois autres personnes ont également été pris en otage, avant que deux d'entre eux ne réussissent à s'échapper.

Kongo-Central : les autorités mutent tous les policiers en poste à Kimpese. Cette décision a été prise à l'issue de la réunion de ce conseil provincial de sécurité élargi au comité local de sécurité, au cadre de concertation de la police, aux les notables et aux structures des jeunes. Le gouverneur de province a lui-même présidé cette réunion. Au total, soixante-sept agents de la Police nationale congolaise, y compris les cadres qui composent l'état-major de la police sont concernés par cette mutation. La décision des autorités est prise en réponse aux revendications formulées par des manifestants en début de semaine qui accusaient les agents de police d'être de mèche avec les bandits qui opèrent et sèment la terreur à Kimpese ces derniers jours. Entretemps, le commissaire provincial de la police du Kongo-Central, affirme que l'état-major du commandement de la police a installé provisoirement un nouveau commandant et des nouveaux éléments pour sécuriser la localité de Kimpese.

Nord-Kivu : le recrutement du corps enseignant de Bwito par le M23 met en péril le secteur de l'enseignement. Un acteur de la société civile de la chefferie de Bwito fait savoir que cette opération menée par ces rebelles dans leurs villages respectifs, met en péril le secteur éducatif dans cette partie de l'est du pays. Il affirme que cette situation compromet l'éducation de milliers d'enfants dans cette zone de la sous-division de Rutshuru 5, où toutes les écoles ne fonctionnent plus depuis le mois d'octobre dernier. Ainsi, il demande au Gouvernement et ses partenaires d'agir vite en récupérant toutes les zones sous occupation de la rébellion. La chefferie de Bwito constitue l'un des bastions importants des rebelles du M23 et de leurs alliés rwandais.

Beni : la Regideso va installer un réseau de distribution d'eau potable à Kasindi-Lubiriha. Depuis plusieurs années, la population de cette commune rurale située à 90 km de Beni et frontalière de l'Ouganda n'a pas accès à l'eau potable. Selon le directeur provincial de la Regideso au Nord-Kivu, la rivière Lubiriha vient d'être identifiée comme site d'où devrait partir l'alimentation des réservoirs d'eau qui vont être installés pour desservir Kasindi-Lubiriha en eau potable.

Nord-Kivu : la lèpre en voie de disparition, estime le PNLT. Selon le responsable du Programme national de lutte contre la lèpre et la tuberculose (PNLT) dans la région Grand Nord, en 2022, seulement 68 nouveaux cas ont été enregistrés dans les zones de santé de Mangurejipa, Butembo, Beni et Alimbongo. Il insiste sur le dépistage précoce: « quand on a une tache brune sur une peau noire, s'il (le patient) vient se faire dépister, c'est beaucoup

mieux que d'attendre les infirmités ». Il appelle la communauté à la non-discrimination des personnes atteintes de lèpre.

Djugu : au moins 44 personnes tuées dans des attaques des miliciens au cours du mois de janvier. Les acteurs de la société civile du territoire de Djugu, ont dénombré au moins 17 attaques et incursions de ces hommes armés dans cette partie de l'Ituri. Ils font également état de 4 femmes violées, de l'enlèvement de certains civils et des maisons incendiées par des miliciens. Ils ont recensé la mort de 23 miliciens lors des combats entre les groupes CODECO et Zaïre dans la localité minière de Nyasi au Nord de Bunia. Selon eux, ce regain de violences est observé après environ six mois d'accalmie dans ce territoire.

Kinshasa : trois jeunes dépouillés de leurs biens après avoir été kidnappés en janvier. Landry, 30 ans, kidnappé le 15 janvier a été retrouvé le 22 janvier, sur la route des Poids Lourds, à Kinshasa après avoir été dépouillé de son laptop et de l'argent qu'il avait sur lui. Céleste, élève de 14 ans, enlevée dans la commune de Selembao (Kinshasa) a été retrouvée, le 18 janvier, à Kikwit (Kwilu) après que sa famille a donné une rançon aux kidnappeurs. Chadrack, autre jeune, a été retrouvé à Moanda (Kongo Central), après avoir été agressé à bord d'une moto près du Jardin Zoologique de Kinshasa. Pour lutter contre ce phénomène, le coordonnateur de l'ONG Dynamique de lutte contre le trafic des êtres humains, a appelé la population à la vigilance.

Les services de police des mines et hydrocarbure du Nord et Sud-Kivu dotés de nouveaux bâtiments. Ces bâtisses ont été construites à Kavumu, à Nzibira, à Manguredjipa (Sud-Kivu) et à Itebero (Nord-Kivu). Ces nouveaux bureaux sont destinés à accueillir 237 policiers de mines, ayant fini une formation spécialisée à l'Ecole de police, en 2023. Ils sont équipés en mobiliers et matériel de bureau, dont des kits informatiques. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a également remis aux services de la Police des mines et hydrocarbures des motos pour faciliter la mobilité des policiers, et une station radio équipée en kits solaires. Le but de ce projet, est de soutenir les efforts des autorités congolaises dans la lutte contre l'exploitation illégale des ressources minières dans l'Est de la RDC d'une part, et de protéger des femmes et des enfants dans les sites miniers d'autre part.

Kalemie : rétablissement du courant électrique après 5 jours de coupure. Le chef de Division production et transport Bendera de la SNEL, a attribué cette coupure à une panne sur la ligne 132 Kilovolt, reliant Bendera à Kalemie. « C'est hier, mercredi, qu'on a repéré la panne entre les villages Mazombe et un autre à 68 km de Bendera, où la chute d'un arbre a fait descendre un conducteur de la phase bleue. Le conducteur est remonté et le courant est rétabli ».

Vendredi 2 février.

Nord-Kivu : accalmie relative sur la ligne de fronts dans la région de Mweso, après la reprise des affrontements intervenus dans la matinée à Mbuhi et Bukama à environ 2 km de la cité de Mweso dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). Des combats ont opposé mercredi soir les rebelles du M23 aux groupes armés locaux et aux Fardc. Les groupes armés locaux auraient attaqué tôt le matin les positions des rebelles vers Mbuhi, Bukama et Nyampanika dans les collines sans les déloger. Cette situation a ravivé la psychose dans Mweso, après les derniers combats ayant occasionné un bilan humain et matériel lourd. Environ 85% de la population de Mweso vit dans des lieux de refuge.

Kinshasa : 6 mois après son meurtre la famille du député Cherubin Okende décide de l'enterrer. Cette décision a été communiquée par l'avocat de la famille du député défunt, à l'issue d'un entretien avec le procureur de la République près le tribunal de grande instance de la Gombe. « Fatiguée de prolonger son deuil, elle vient de lever l'option définitive d'enterrer M. Cherubin Okende sans aucune autre forme de procès, sans procédure quelconque, sans contrainte quelconque ». D'après lui, la famille de Cherubin Okende a fait le constat que six mois après son assassinat et quatre après l'autopsie, on n'a toujours pas l'issue de l'affaire.

Goma : plus de mille ménages de nouveaux déplacés sans assistance à Lushagala. Certains sont arrivés sur ce site depuis plus de deux mois. Pour faire face à cette vie de précarité, certains déplacés bravent l'insécurité pour tenter de trouver de quoi vivre dans des champs se trouvant dans les zones sous occupation des rebelles. La présidente du site des déplacés de Lushagala, affirme que leurs listes sont déjà partagées avec les organisations humanitaires. Le camp de Lushagala compte 11 242 ménages. Mais c'est seulement 10 115 reçoivent une assistance alimentaire.

Beni : des affrontements entre groupes armés causent le déplacement des populations à Kivale. L'administrateur du territoire de Lubero, affirme que parmi les groupes armés qui s'affrontent dans la région, on

note le Front des patriotes pour la paix/Armée du Peuple, (FPP/AP) du général autoproclamé Kabido qui se bat avec un autre groupe non identifié. La société civile locale souligne que l'activisme des groupes armés qui écumant la région perturbe la vie des familles qui vivent quotidiennement avec la peur d'être attaquées et elle craint également une pénurie de produits vivriers à Lubero centre, si cette situation perdurerait.

Commissaire divisionnaire adjoint Blaise Kilimbalimba : « le phénomène Kidnapping organisé n'existe plus à Kinshasa ». Dans une interview accordée à Radio Okapi, mercredi 31 janvier, le patron de la police à Kinshasa a affirmé que parmi les cas d'enlèvements rapportés à ses services, certains sont faux et mis en scène par des pseudos victimes, d'autres relèvent de la rumeur, quelques-uns seulement sont avérés.

Serge Mudogo : la loi sur la sous-traitance booste l'entrepreneuriat chez les jeunes. C'est l'avis de Serge Mudogo, jeune entrepreneur qui vient de se lancer dans la fabrication des tenues et équipements de protection pour le secteur minier, de construction et celui du gaz et du pétrole. Il nous raconte son expérience entrepreneuriale, parsemée de difficultés mais qu'il arrive à contourner selon des mécanismes qu'il a pu développer.

Bukavu : condamnation à mort prononcée contre le militaire qui a abattu une femme à Panzi. Le tribunal qui siégeait en matière répressive au premier degré et en procédure de flagrance, a aussi condamné le meurtrier au paiement d'une somme de quarante mille dollars américains.

96 commissaires aux comptes formés à la surveillance des états financiers des établissements publics. Le Premier ministre qui a procédé à la remise des brevets de fin de formation aux 96 nouveaux commissaires aux comptes, leur a également rappelé l'importance de leur rôle dans la bonne gouvernance : « Les commissaires aux comptes ont un rôle indéniable dans la bonne gouvernance et dans la redynamisation du modèle d'évaluer la performance aussi bien des établissements publics que des entreprises du portefeuille. C'est ici pour l'occasion de rappeler la lourde responsabilité qui vous incombe désormais dans la certification des états financiers des établissements publics afin de donner au gouvernement la photographie réelle des dits comptes dans la perspective d'une meilleure contribution des établissements publics au budget de l'état ». Les commissaires aux comptes font partie de l'Ordre national des experts comptables.

Kwilu : 3 avocats radiés et 3 autres suspendus par le barreau. A l'issue d'une réunion du conseil du barreau du Kwilu, sont radiés : Théodore Ngoy Ilunga wa Senga, est accusé des manquements aux devoirs de dignité et d'honneur ; le conseil reproche à Sylvain Ilunga Mpiana reproche les manquements au devoir de délicatesse, de dignité et de probité et à Barthelemy Vonga il est reproché les manquements au devoir de délicatesse, de loyauté et de connaissance des règles professionnelles. Toujours selon la même note circulaire, trois autres avocats écopent d'une suspension des délais de 3 et de 6 mois. On leur reproche des manquements aux devoirs de délicatesse et de connaissance des règles professionnelles ou encore de confraternité.

Nord-Kivu : des violents affrontements signalés dans plusieurs zones de Masisi et Rutshuru. Ces affrontements se déroulent actuellement à Rushoga et Humule, des localités qui regorgent des sites miniers notamment les sites dénommés Mwangachuchu, Bisunzu et Rubara. Ces agglomérations seraient tombées entre les mains des rebelles jeudi après des violents combats. Les rebelles continuent à occuper des localités et collines stratégiques, et l'armée congolaise poursuit ses bombardements dans la région occupée. D'autres violents affrontements sont également enregistrés ce vendredi à Bwito, dans le territoire de Rutshuru. Des détonations d'armes lourdes se font entendre et la situation serait préoccupante.

Human Rights Watch appelle à la libération immédiate et sans condition du journaliste Stanis Bujakera. « Près de cinq mois après l'arrestation de Stanis Bujakera par les autorités congolaises, l'affaire semble de plus en plus motivée par des considérations politiques et s'inscrit dans un cadre de répression contre les médias », a fait savoir Thomas Fessy, chercheur principal sur la RDC à Human Rights Watch. « Les autorités devraient immédiatement abandonner toutes les poursuites engagées contre Stanis Bujakera, le libérer et veiller à ce que les journalistes puissent faire leur travail sans craindre d'être arrêtés ou harcelés par la justice ». Selon lui, jusqu'à présent, l'état congolais n'a pas été en mesure de prouver les allégations portées contre Stanis Bujakera devant la cour. Le directeur adjoint du média en ligne congolais Actualite.cd, reporter pour Jeune Afrique et l'Agence Reuters, Stanis Bujakera est détenu depuis le 8 septembre 2023 à la prison centrale de Makala à Kinshasa.

En visite en RDC, Jean-Pierre Lacroix est arrivé ce vendredi à Beni. Le Secrétaire général adjoint des Nations unies aux opérations de paix, commence ainsi sa visite dans l'est du pays. En plus des discussions avec les autorités provinciales, la société civile et les leaders communautaires, la Monusco et le personnel de l'équipe de pays des Nations Unies, la délégation qu'il conduit visitera une base de la Monusco dans le Sud-Kivu qui sera transférée aux autorités congolaises dans les prochains jours, dans le cadre de la première phase du retrait accéléré de la Mission.

À Kinshasa, il rencontrera aussi les autorités nationales pour discuter des défis et des opportunités auxquels la RDC est confrontée, et de la manière dont les Nations unies peuvent continuer à soutenir les efforts de paix dans le pays.

Maniema : l'ASADHO traduit en justice le directeur provincial de l'Office des routes pour détournement de fonds public. « Les fonds financés par le Fonds national d'entretien routier (FONER) en 2021, 2022 et 2023 étaient destinés pour l'entretien des routes nationales Kindu-Kalima-Lubile, Kindu-Kasongo-Wamaza-Salamabila, jusqu'à Penemende et autres fonds de la communauté de Bangubangu Salamabila au tronçon Kahadja-Salamabila » affirme le président de l'Asadho/Kabambare. Le directeur provincial de l'Office des routes rejette en bloc toutes ces accusations portées contre lui et dit attendre la descente sur terrain de l'équipe du parquet et des autres services de l'état pour démontrer les travaux réalisés par Office des routes sur ces tronçons routiers indexés par la société civile.

Djugu : 87 personnes mortes en 3 mois au site de Savo, des suites de la malnutrition. Le président de ce campement, qui a livré cette information, a également fait savoir que de nombreuses familles de ce site sont sans abris ayant perdu le leur à la suite des intempéries. En outre, ces déplacés se disent asphyxiés par les groupes armés qui limitent leur mobilité et les empêchent d'accéder à leurs champs.

Tshopo : 25 miliciens Lengola déposent leurs armes aux Farde à Ubundu. Ces assaillants ayant fait reddition semaient la terreur sur l'axe Kisangani-Ubundu notamment aux points kilométriques 67 et 82. Le ministre provincial de l'Intérieur de la Tshopo, a exhorté les autres miliciens Mbole d'emboiter les pas à leurs homologues Lengola afin que la paix revienne dans ces milieux. Selon lui, le fait de déposer les armes signifie que ces miliciens sont fatigués de ces atrocités et veulent participer au développement de leur contrée.

Bukavu : la Licoski déplore la disparité de prix de carburant à la pompe. Le président de la Ligue des consommateurs des biens au Congo-Kinshasa (Licoski) dit ne pas comprendre comment sur une même ville, un litre de carburant peut se vendre à des prix différents, selon les stations-services. Ces prix varient entre 3 000 FC et 4000 FC à la pompe. Ainsi la Licoski a demandé au gouvernement congolais, à travers le ministère de l'Economie, de revoir la structure des prix à la baisse, en les rendant uniformes, à Bukavu.

La Monusco dénonce une attaque contre un de ses hélicoptères ayant blessé deux casques bleus au Nord-Kivu. Un hélicoptère de la Monusco, effectuant une évacuation sanitaire a essuyé des tirs de présumés rebelles du M23 aux environs de Karuba dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). Cette attaque a blessé deux casques bleus dont un grièvement. « L'appareil a pu atterrir en sécurité à Goma et les deux blessés médicalement pris en charge. Au nom de la Monusco, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies en RDC et cheffe de la Monusco, Mme Bintou Keita, souhaite un prompt rétablissement aux blessés ». Mme Keita condamne fermement cette attaque,

« Des menaces ont été directement proférées ces derniers temps contre la Monusco et ses casques bleus par le M23. La Cheffe de la Monusco rappelle que les attaques contre les casques bleus peuvent constituer un crime de guerre. La Monusco invite les autorités judiciaires congolaises à traduire en justice les auteurs de cet acte »

Samedi 3 février.

A Beni, Jean-Pierre Lacroix salue le travail de la Monusco dans la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels. Jean-Pierre Lacroix a rencontré vendredi 2 février des membres des Réseaux communautaires de signalement de plaintes (CBCN) contre les abus et exploitation sexuels impliquant certains agents de l'ONU. Les deux parties ont évalué la possibilité d'améliorer la réponse des Nations Unies face à ce phénomène. « Les abus sexuels c'est le fait d'une petite minorité d'éléments. Mais cette toute minorité, en agissant de telle manière, elle porte un coup très grave à tout le bon travail qui est fait par nos collègues de la MONUSCO ou des agences des Nations unies. Nous ne pouvons pas le tolérer. Et nous ne pouvons pas tolérer aussi l'impact que cela a sur les victimes. C'est la raison pour laquelle nous avons voulu discuter avec les collègues de la manière de faire en sorte que la politique de tolérance zéro soit réellement appliquée et que toutes les mesures à cette fin soient prises », a rapporté Jean-Pierre Lacroix. **Augmentation du nombre d'opérations militaires pour la protection des civils.** Jean-Pierre Lacroix et sa suite ont reçu une présentation de la situation sécuritaire générale dans la région, où l'on note « une certaine amélioration, bien que les rebelles des ADF continuent à constituer la principale menace à la sécurité des populations », a reconnu le chef de Bureau de la Monusco/Beni. Ce dont s'est par ailleurs félicitée Bintou Keita, la Cheffe de la Monusco qui a dit sa « satisfaction de constater que le nombre d'opérations militaires contre les groupes armés et pour la protection des civils a considérablement augmenté par rapport à ce qu'il était il y a deux ou trois ans ». Jean Pierre Lacroix s'est envolé peu après 9h ce matin pour Bukavu au Sud Kivu, où la Monusco va procéder à la fermeture de ses bases militaires d'ici à juin 2024, conformément à son plan de retrait progressif et responsable de la RDC.

Kwango : 7 morts à la suite d'une nouvelle incursion des Mobondo dans le secteur de Bukangalonzo. Le président de la société civile a expliqué « hier, ces Mobondo qui sont accompagnés par Zéro Barré, leur leader, ont pu tuer sept personnes dans le village Etats-Unis. Les personnes se déplacent pour fuir vers Pont Kwango, certains sont déjà arrivés à Kenge, d'autres seraient dans Lonzo mission, Bukangalonzo secteur, à Kabuba ainsi que vers Batshongo. La population est entrain de périr, à tout moment on enregistre des morts. Nous demandons aux autorités de tout mettre en œuvre pour mettre fin à ce phénomène Mobondo qui terrorise la population de cette partie de la province du Kwango ». Après près de quatre mois de calme, les Mobondo ont repris leurs activités meurtrières dans la province du Kwango, ont indiqué des sources locales.

Masisi : les rebelles du M23 s'emparent des collines de Muremure et Ngingwe. Avec l'appui de l'arme rwandaise, ces rebelles consolident leur position à l'issue des combats contre les Fardc et les miliciens. Ces accrochages ont provoqué le déplacement massif des populations de Shasha et Bweremana. La jeunesse du groupement Mupfuni Shanga, a interpellé le gouvernement « la population congolaise est fatiguée. Nous sommes désolés de voir un gouvernement qui ne réagit pas. On voit l'ennemi qui ne fait que gagner des villages et se déplacer de Bunagana à Ngingwe dans le Mupfuni Shanga. Que fait le gouvernement à Kinshasa. La population est abandonnée à son triste sort. Nous demandons au gouvernement congolais de prendre ses responsabilités »

Kinshasa : prestations de serment de 90 substituts du procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance/Kalamu, quelques semaines après leur nomination par ordonnance présidentielle. Ces promus ont réussi à un test avant d'être sélectionné et nommé par le magistrat suprême. Au moins 2500 substituts des procureurs ont prêté serment, le même vendredi, à travers tout le pays.

Assemblée nationale : mise en place de 26 commissions de vérification des pouvoirs des élus. Le président de ce bureau d'âge, a indiqué que ces commissions sont mises en place sous réserve de la publication des résultats définitifs par la Cour constitutionnelle. Cela conformément à l'article 227 de la loi électorale qui stipule qu'« après l'installation du bureau provisoire, chaque chambre du Parlement procède à la vérification des pouvoirs et à la validation des mandats de ses membres ». Les commissions mise en place disposent d'un délai de 5 jours pour boucler le travail.

Tanganyika : 3 chefs coutumiers de Moba présélectionnés pour la cooptation à l'Assemblée provinciale. A cette rencontre, 8 candidats chefs coutumiers de Moba se sont présentés au départ. Après discussions, les uns se sont retirés au profit des autres. La Ceni va organiser une Assemblée de présélection par consensus pour que les candidats chefs coutumiers se choisissent leur représentant pour le territoire de Moba après concertation. Ce chef coutumier sera coopté comme député à l'Assemblée provinciale.

Kinshasa : la DGDA dotée du Système de traçabilité des droits d'accises (STDA). Pour le Directeur général des douanes et accises, le Système de traçabilité des droits d'accises (STDA) constitue une étape essentielle pour mettre en œuvre ce mécanisme de contrôle. « Nous avons reçu une vingtaine de kits, constitués d'un lecteur électronique et d'une tablette qui sont reliés à la base des données SICPA et qui permettent de contrôler des produits d'accise notamment les produits d'industries brassicoles et brassicoles. Vous avez remarqué que sur chaque produit, il y a soit un marquage direct sur les bouteilles de bière, soit marquage par vignette », a-t-il fait savoir.

Dimanche 4 février.

La RDC jouera la Côte d'Ivoire en demi-finale ce 7 février à Abidjan. Comme à la Coupe d'Afrique des Nations 2015, la RDC croisera, mercredi 7 février, la Côte d'Ivoire en demi-finale de la CAN 2023. Cette fois-ci, les Congolais veulent prendre leur revanche après avoir été éliminés par les Ivoiriens en Guinée Equatoriale. Pour y parvenir, les Léopards de la RDC devront mettre en place une équipe plus tactique et plus offensive sur le terrain. Donc, les Congolais auront l'obligation de jouer sans complexe, en concrétisant leurs actions de buts. Certains analystes sportifs ont exprimé leur optimisme sur l'ossature mise en place par le sélectionneur Sébastien Desabre qui, selon eux, a la capacité de créer la surprise. Dans l'autre demi-finale, les Nigériens joueront les Sud-africains, tombeurs des Capverdiens en quarts de finale, après la séance des tirs aux buts.

Kindu : l'EP. Kibisa bénéficie d'un nouveau bâtiment de 6 salles de classes. L'église Anglicane diocèse de Kindu (Maniema) a doté, depuis quelques jours, l'Ecole primaire Kibisa d'un nouveau bâtiment, constitué de 6 salles de classe, d'un bureau, d'une salle des réunions, d'une bibliothèque et d'un bloc sanitaire. Le coût des travaux de réhabilitation de cette école est estimé à 91 416 USD.

Matadi : au moins 10 morts et plusieurs blessés dans un accident de circulation, en pleine ville de Matadi (Kongo-Central), sur la RN1. Un camion remorque, transportant plusieurs dizaines de casiers de boisson, d'une de

société brassicole, en provenance de Kinshasa, s'est renversé sur la bande contraire, de la route. Le bus accidenté appartenait à l'agence de transport Rénové.

Nord-Kivu: la Sylam alerte la population sur la présence d'engins explosifs dans les zones de combats. La Synergie pour la lutte antimines (Sylam), a regretté, le 3 février, la mort d'une vingtaine de personnes causées par l'explosion d'engins explosifs dans les zones où se déroulent les combats dans la province du Nord-Kivu. C'est notamment dans les territoires de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo. Pour limiter les dégâts humains causés par ces engins de guerre, la Sylam appelle la population vivant dans et autour de ces zones de combats, à faire attention à la présence de ces explosifs. Il invite ces habitants à alerter les autorités en cas de découverte d'un engin explosif:

Goma : un accident de route fait un mort et 21 blessés, lors de la célébration de la victoire de la RDC sur la Guinée, en match des quarts de finale de la CAN 2023. Une voiture taxi en provenance du centre-ville, à vive allure, a tamponné les passants en liesse sur la chaussée. La plupart des victimes se retrouvent avec des graves fractures et autres blessures qui nécessitent des soins appropriés notamment des interventions chirurgicales. La police a dû faire usage des gaz lacrymogènes et des tirs de sommation pour rétablir l'ordre, nous renseigne des témoins.

Masisi: MSF relocalise son personnel de Mweso vers Kitshanga à la suite de bombardements. « On a relocalisé une grande partie de notre staff à Kitshanga, mais, nous avons aussi une présence toujours à Mweso. La raison de cette décision, c'est que hier, y a une bombe qui a explosé à 2 mètres de notre base. Et dans ces conditions-là où le droit international humanitaire n'est pas respecté ; et les bases humanitaires ou les espaces civils n'ont pas été respectés, nous n'avons pas jugé opportun de rester, pour l'instant, nous restons à Kitshanga pour observer la situation et voire quand est ce qu'on peut retourner à Mweso. Et pendant ce temps, les activités continuent ». Médecins sans frontières rassure toutefois, qu'une équipe restreinte de son personnel, en collaboration avec le bureau central de la zone de santé (BCZ) continuent d'apporter son soutien à la population qui fait face à une situation humanitaire et sanitaire très difficiles à l'hôpital général de Mweso et dans les centres de santé.

Kasaï-Oriental : la divagation des porcs met en péril la récolte agricole à Bakua Mpuka. C'est depuis le début de la saison culturale B que plusieurs habitants du foyer agricole de Kanana s'inquiètent de la divagation des porcs qui ravagent les cultures dans les champs des paysans. Ils affirment que ces porcs peuvent créer la famine dans le groupement si rien n'est fait pour sauver les cultures. Le chef de groupement de Bakua Mpuka, Shaula Kabanangi, prévoit de déployer une équipe au foyer agricole de Kanana pour sensibiliser les habitants à garder les porcs dans des porcheries. Le foyer agricole de Kanana approvisionne les marchés de la ville de Mbuji-Mayi en maïs.

Des leaders communautaires du Kwilu déplorent la dégradation de la vie socio-économique et sécuritaire de leur province. Ils ont fustigé « la détérioration vertigineuse des conditions sociales de la population de la province marquée par la dégradation avancée du tissu socio-économique, le chômage et la pauvreté généralisée, l'insécurité, l'absence d'un leadership politico-administratif responsable et éclairé, etc ». « Devant ce tableau sombre, faisons la déclaration suivante : constituons un cadre permanent de concertation pour accompagner et veiller sur la bonne gestion de notre province du Kwilu, suscitons l'émergence d'un management participatif et actif de la province par une meilleure gouvernance, demandons à la notabilité, à l'élite intellectuel, et à tout acteur socio-économique de s'impliquer par son savoir-faire pour le développement de la province. Encourageons les investisseurs internationaux, nationaux et locaux à s'impliquer au développement de notre province, encourageons le Gouvernement de la République à poursuivre sans relâche les efforts déjà consentis dans le rétablissement de la paix à travers la lutte contre l'insécurité créée par le phénomène Mobondo », ont-ils écrit dans leur déclaration.

Sud-Kivu : face à Lacroix, la société civile prend acte du désengagement de la Monusco, après une présence de près d'une vingtaine d'années. En prenant acte du désengagement de la Monusco déjà en cours, la société civile a dit sa gratitude à l'ONU pour tous les efforts consentis en faveur de la paix dans la province du Sud-Kivu. Cependant, la société civile du Sud-Kivu s'interroge sur le bilan réel de la Monusco après plusieurs années de présence. Cela, au vu de la prolifération des groupes armés qui affecte la protection des civils. Ainsi, devant Jean-Pierre Lacroix, les membres de la société civile du Sud-Kivu ont émis des inquiétudes sur ce que sera l'évolution de la situation sécuritaire après le départ de la Monusco prévu en juin prochain dans cette province. Ils ont donc attiré l'attention du Secrétaire général adjoint de l'ONU sur « l'expérience malheureuse » de la mission onusienne au Rwanda en 1994. « Plus jamais ça », ont-ils dit. Les membres de la société civile du Sud-Kivu faisaient ainsi allusion à la réduction des contingents de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar), votée deux semaines après le début des tueries dans ce pays en 1994. En outre, ils demandent à l'ONU de « changer le narratif » des crimes et violations massives des droits humains commis en RDC ; de mettre fin aux attitudes et discours diplomatiques ambigus de la communauté internationale sur la situation dans l'Est de la RDC. Cela, par la création d'un Tribunal pénal international pour la RDC qui devrait sanctionner les auteurs des crimes graves.

Nord-Kivu : trafic coupé entre Goma-Sake-Minova après la prise de Shasha par le M23. Il n'y a plus de trafic entre Goma-Sake-Minova depuis la prise de Shasha, samedi, par les rebelles qui auraient ensuite érigé une barrière en plein centre de ce village situé à 9 km de la cité de Sake. En conséquence, la cité de Sake et la ville de Goma sont privées de tout approvisionnement en produits vivriers en provenance de Minova et Bweremana. La société civile de Masisi donne un bilan provisoire de deux civils tués et huit autres blessés ainsi qu'un déplacement massif des populations à l'issue de cette attaque.

Kwilu : la société civile de Masimanimba contre la tenue de l'élection du gouverneur et des sénateurs avant celle des députés de ce territoire. A travers un mémorandum déposé à l'administrateur du territoire de Masimanimba, à l'issue d'une marche pacifique, les acteurs sociaux de ce territoire sollicitent de la Ceni qu'elle organise lesdites élections avant l'élection des gouverneurs, sénateurs et membres des bureaux des assemblées provinciales, contrairement à ce que la centrale électorale a prévu dans son calendrier réaménagé. Pour la société civile, il faut permettre aux futurs élus de Masimanimba de participer aussi aux votes du gouverneur et des sénateurs de la province de Kwilu.

Lubero : la localité de Mangurujipa retrouve son calme ce dimanche après une vive tension. Selon l'administrateur du territoire de Lubero, des messages de haine propagés par certains hommes politiques ont été à la base vendredi d'actes de vandalisme perpétrés par des jeunes dans la localité de Mangurujipa. Il demande aux candidats ayant échoués lors des élections législatives de s'en remettre à la justice pour faire entendre leurs revendications, plutôt que d'intoxiquer la population ou d'utiliser la rue.

Masisi: plaidoyer pour le respect de la liberté de la presse dans cette zone sous occupation. Le Directeur général de la Radio communautaire de Mweso, territoire de Masisi a estimé qu'en cette période, la population a besoin d'être informée sur l'évolution de la situation sécuritaire et humanitaire dans cette partie de la province. Il a également rapporté que des journalistes de Mweso et ses environs travaillent dans des conditions précaires faute de la sécurité.

Irumu : au moins 57 maisons incendiées à la suite des accrochages entre miliciens à Kunda. Selon des sources sur place, les leaders de deux factions de la milice FPIC se disputeraient le contrôle de certaines localités ou on exploite de l'or. Ces affrontements ont causé des pertes en vies humaines et des dégâts matériels énormes.

Kasaï-Oriental : un mort et un camion incendié, après un accident de route à Kabeya Kamuanga. Le camion d'un particulier a percuté, un motocycliste qui est mort sur le champ dans la cité de Kena Kuna, chef-lieu du territoire de Kabeya Kamuana. Le conducteur poursuivi par les habitants en colère a perdu le contrôle et a terminé sa course dans la clôture d'une parcelle privée. En représailles, les habitants ont incendié ce véhicule alors que son conducteur a réussi à prendre le large.

Maniema : environ 400 000 enfants de moins de 5 ans non encore vaccinés. Le président provincial de la Croix-Rouge, a fait savoir que la Croix-Rouge va exécuter un projet de trois mois pour récupérer tous ces enfants n'ayant aucune dose de vaccin depuis leur naissance. « Ça permettra bien entendu d'atténuer des maladies évitables par la vaccination. L'objectif c'est de réduire substantiellement le nombre d'enfants qui sont en conflit avec leur calendrier ».

Kinshasa : la firme Fertile Ground veut construire une usine de production des engrais chimiques. La firme canadienne Fertile Ground a assuré le gouvernement des capacités techniques et financières de son entreprise pour exécuter ce projet : « L'idée c'est de construire des champs avec de nouvelles technologies pour essayer d'avoir de meilleures façons de cultiver et d'avoir des cultures saines pour qu'on ait un partenariat gagnant-gagnant ». Hormis une usine de production des engrais chimiques, cette firme se propose en outre de construire un parc agroindustriel dans le Kongo-Central. Pour sa part, le ministre de l'Industrie, a appelé cet investisseur à être plus pragmatique.

Kinshasa: le Conseil communal de la jeunesse de Kalamu sensibilise contre les VBG en milieux scolaires. C'était en marge de la journée internationale de l'éducation, célébrée le 24 janvier de chaque année. La présidente du Conseil communal de la jeunesse de Kalamu, a tiré son message de sensibilisation du thème annuel choisi par l'Unesco : « Apprendre pour une paix durable ». A cette occasion, elle a encouragé l'assistance à lutter contre les VBG qui, selon elle, constituent un véritable fléau dans la société.

Lundi 5 février.

La XXXe édition du forum Indaba Mining s'ouvre ce lundi à Cape Town. Elle est placée sous le thème : «Adopter le pouvoir du bouleversement positif : un nouvel avenir prometteur pour l'industrie minière en Afrique ».

Le Premier ministre conduit une délégation à ces assises qui se clôturent le 8 février courant. Ce forum se propose de susciter le changement et de stimuler les investissements dans le secteur minier et celui de l'énergie à travers l'Afrique.

Butembo : la prison de Kakwangura surpeuplée faute d'instruction des dossiers judiciaires des détenus. Le Réseau pour les droits de l'homme (Redho) a appelé, la justice à accélérer l'instruction des dossiers des prévenus pour désengorger la prison Kakwangura de Butembo (Nord-Kivu). Construite pour une capacité d'accueil de 200 pensionnaires, cette prison compte aujourd'hui 1019. Sur l'ensemble de ces détenus, seulement 212 ont été jugés et condamnés. Pour le coordonnateur du Redho, le retard enregistré dans le traitement des dossiers de plusieurs détenus est à la base du surpeuplement dans cette prison, où des cas de décès sont signalés depuis quelques mois. « Plusieurs détenus dorment à même le sol et d'autres souffrent de malnutrition sévère ».

Mbandaka : la Police de circulation routière reprend son travail sur les routes. Elle avait cessé, en 2023, de réprimer les conducteurs en faute sur décision des autorités. Le retour de ces agents sur les routes de la ville de Mbandaka a été décidé, par le commissaire provincial de la PNC en Équateur, en concertation avec les responsables du service de Transport, de la Commission nationale de prévention routière (CNPR) ainsi que des délégués des conducteurs des motos-taxis. Lors de cette rencontre de concertation, le commissaire provincial de la PNC a annoncé, que la police de circulation routière est déterminée à maximiser les recettes pour le compte du trésor public. Cette reprise sera précédée par une séance de sensibilisation à l'intention tous les conducteurs et motards de la ville.

Nord-Kivu : la situation reste tendue à Shasha à cause de l'intensification des combats. La RN2 Goma-Bukavu reste coupée à partir de Shasha, sous occupation des rebelles du M23 depuis le weekend dernier. Le centre de Kirotshe, situé à 3 km de Shasha est de nouveau sous contrôle de l'armée. Des sources de la cité de Mwesso, parlent des bombardements de l'armée sur des positions du M23 dans la colline Bushanga ce lundi matin.

Situation sécuritaire à Kimpese : le gouverneur du Kongo-Central rappelé à Kinshasa pour une consultation, en vue de faire la lumière sur les incidents qui ont occasionné des pertes en vies humaines et des dégâts matériels importants le 29 et le 30 janvier 2024 dans la localité de Kimpese. Les membres de la commission interministérielle, qui a mené une enquête sur place, ont relevé plusieurs manquements dans le chef des autorités tant provinciales que locales : notamment, la passivité et le manque du sens d'anticipation, cela, malgré les rapports leur transmis par les services de sécurité. Il est reproché au chef de l'exécutif provincial du Kongo-Central, l'absence d'une bonne coordination du point de vue sécuritaire, le manque d'initiatives de répression des auteurs des crimes décriés par les parquets civil et militaire. Le rapport de la délégation interministérielle incrimine aussi le laxisme de certains éléments de la police vis-à-vis de délinquants ayant créé la méfiance dans le chef de la population. La semaine dernière, tous les soixante-sept éléments de la police en poste à Kimpese ont été mutés vers d'autres localités de la province à la suite de la décision du ministère de l'intérieur.

Kasaï-Oriental : le chef de division de la justice et le directeur de la prison centrale de Mbuji-Mayi suspendus pour passivité dans l'exercice de leurs fonctions. Le chef de division provinciale de la justice, Célestin Kazadi Ya Mpulu est suspendu de ses fonctions avec ouverture d'une action disciplinaire pour trois griefs. Il lui a reproché notamment « d'avoir tenté d'induire l'autorité provinciale en erreur à travers son avis favorable à l'autorisation provisoire de fonctionnement d'une ASBL, en violation de la loi, entre autre l'arrêté interministériel du 16 mai 2023 portant fixation des taux, des taxes et des redevances à percevoir à l'initiative du ministre de la justice », à en croire l'arrêté du gouverneur intérimaire. L'autorité provinciale a indiqué que ces forfaits ont occasionné la condamnation de la province au paiement des sommes principales et des dommages intérêts colossaux non révélées, dus aux fournisseurs de la prison centrale de Mbuji-Mayi au lieu, de prévenir une éventuelle dégradation de la situation.

Guerre de l'Est de la RDC : des femmes leaders du Nord-Kivu demandent l'implication du chef de l'Etat pour mettre fin aux hostilités. Selon les femmes leaders du Nord-Kivu, les Forces Armées de la RDC sont en difficulté pour reconquérir les entités sous l'occupation de ces rebelles. Elles appuient leur propos par l'intensification des déplacements massifs de populations en raison des bombes qui sont larguées sur les espaces occupés par les civils et qui font plusieurs morts et blessés. A cette requête s'ajoute aussi celle relative à la protection des personnes déplacées internes et la réponse à leurs besoins vitaux. Elles plaident aussi pour la promotion de la paix, la participation politique de femmes et de filles dans les instances de prise de décisions. Les femmes leaders du Nord-Kivu souhaitent également que le chef de l'Etat, pour ce second mandat, mette en priorité les questions de la paix, la sécurité, la cohésion sociale ainsi que la participation égalitaire Homme-Femme, Fille, Garçon et des groupes marginalisés.

Sud-Kivu : les agents administratifs de l'assemblée provinciale réclament 20 mois d'arriérés de salaire. Ces agents composés principalement du personnel de l'administration, des services techniques, des travaux parlementaires, accompagnés de leurs épouses et enfants ont pris d'assaut les installations de l'hémicycle provincial à Bukavu où ils organisent un sit-in : « nous manifestons, pour réclamer la paie de nos 20 mois d'arriérés de la dotation provinciale et 12 mois d'arriérés de la rétrocession du gouvernement central à notre institution » Ils promettent de paralyser les activités de l'exécutif provincial si les agents ne sont toujours pas payés.

Maniema : de nouveaux dirigeants à la tête de l'Association des administrateurs et gestionnaires des institutions de santé. A l'issue des votes, Syrien Kibondo a été élu à la tête de l'Association des administrateurs gestionnaires de la province du Maniema. Il entend mettre l'accent sur la maîtrise de l'effectif des administrateurs gestionnaires dans la province de Maniema. Sefu Twiabu pour sa part est désigné président provincial du syndicat de la même corporation. Il s'engage à apporter des solutions aux problèmes sociaux des affiliés à son syndicat.

Les Etats-Unis demandent au Rwanda de « retirer les Forces armées rwandaises du territoire congolais ». Washington appelle de nouveau le Rwanda à cesser de soutenir le M23 et à immédiatement retirer les Forces armées rwandaises du territoire congolais, étant donné que leur appui à ce groupe armé n'a servi qu'à déstabiliser davantage l'Est de la RDC. Les Etats-Unis affirment par ailleurs qu'ils demeurent résolus à travailler avec leurs partenaires régionaux pour mettre un terme à l'escalade de la violence dans l'Est de la RDC.

Kalemie: La Snel va réhabiliter et étendre la centrale hydro électrique de Bendera pour augmenter sa capacité de production. Le chef de division production de la Snel dans la province du Tanganyika, réagit aux plaintes de la population sur les coupures intempestives de l'électricité dans la ville de Kalemie. Il soutient que l'objectif de ce projet exécuté par l'entreprise Malta Forrest, est d'augmenter la capacité de production de l'énergie électrique à Kalemie et ses environs. Depuis sa mise en service en 1959, la centrale fonctionne avec deux groupes turbo alternateurs. L'un des groupes est tombé en panne. Ce projet prévoit de doter la centrale d'un troisième groupe Il précise qu'avec 3 groupes, la centrale de Bendera va répondre aux besoins en énergie électrique de la ville de Kalemie.

Au moins 50 femmes détenues de la prison de Beni sensibilisées à la prévention du cancer du sein et du col de l'utérus. C'est dans le cadre de la célébration le dimanche 4 février de la journée mondiale de lutte contre le cancer du sein et du col de l'utérus. Les pensionnaires de la maison carcérale de Beni ont aussi bénéficié d'un dépistage volontaire et gratuit de cancer du sein et du col de l'utérus. « Je pense que cette sensibilisation aura un impact positif surtout que lorsqu'elles sortiront de la prison, elles seront des éléments sensibilisateurs dans la communauté ».

Nord-Kivu : les notables de Rutshuru inquiets de l'avancée du M23. « C'est le même mode opératoire comme en 1998. Ils veulent prendre d'abord les lieux stratégiques. Le M23 qui a reçu des renforts avec des moyens matériels conséquents, cherche à asphyxier Goma. Alors, cela ne promet pas la sécurité de l'Est. Ce que nous demandons au Gouvernement, c'est de pouvoir savoir pourquoi il y a des replis stratégiques ? Y-a-t-il trahison ? ».

Jean-Pierre Bemba : « Tout est mis en œuvre pour que Goma ne tombe pas ». « L'armée met également tout en œuvre pour récupérer toutes les localités occupées par les Forces rwandaises », a déclaré le ministre de la Défense. Le Conseil supérieur de la défense a appelé la population à l'apaisement face aux rumeurs diverses en rapport avec l'agression de la RDC. « Il faut faire attention aux réseaux sociaux qui créent une certaine peur, une fragilité dans les esprits. L'ennemi y est pour quelque chose. Les Fardc font un travail extraordinaire. L'ennemi subit d'énormes pertes ».

Mardi 6 février.

Début des audiences sur les contentieux électoraux législatifs à la Cour constitutionnelle. La Cour a pris l'affaire en délibéré et a promis de rendre son arrêt 8 février. 64 dossiers devraient être à l'ordre du jour. Ces requêtes concernent les candidats aux législatives nationales dont les suffrages ont été annulés par la Ceni à la suite des conclusions de sa commission d'enquête pour des actes de fraudes, vandalisme des matériels électoraux, détention des dispositifs électroniques de vote et autres. Mais aussi celles des candidats qui contestent leur défaite.

Le Conseil d'Etat se prononce contre le cumul des fonctions et mandats électifs par les ministres. Le Conseil s'est prononcé, le 5 février, contre la requête introduite par le Premier ministre, cherchant à permettre à certains élus de gérer les affaires courantes en attendant l'installation du nouveau gouvernement. La plus haute juridiction de l'ordre administratif en RDC précise que tout choix en faveur d'un nouveau mandat électif entraîne automatiquement et définitivement la cessation des fonctions ou mandats actuels, à l'exception du Président de la République.

Cape Town : Sama Lukonde invite les entrepreneurs à investir en RDC, rappelant que le pays détient des gisements stratégiques pour la transition écologique à venir. Il a invité les milliers d'investisseurs présents à capitaliser les atouts qu'offre la RDC. Il a lancé cet appel à la 30^e édition de la conférence minière Indaba Mining. Le chef de l'exécutif a rappelé que le pays aura un rôle de premier plan à jouer dans la transition énergétique en cours à l'échelle mondiale dans le secteur des batteries électriques et des énergies propres. **Valoriser des substances minérales**. Pour le Premier ministre, il est indéniable que le modèle d'extraction-exportation évolue vers un modèle qui permette aux pays producteurs des minéraux de tirer des avantages comparatifs. Cette dynamique, selon lui, est susceptible de booster l'économie verte et circulaire sur le continent africain. Le Premier ministre a appelé à une « exploitation minière Africaine rationnelle ». Comptant sur les retombées de cette 30^e édition de Mining Indaba, il a émis le vœu que ces rencontres permettent de « concrétiser des projets communs d'envergure qui seront profitables à l'ensemble du continent africain ».

Guerre au Nord-Kivu : face à Jean-Pierre Lacroix, la société civile déplore « le silence de la communauté internationale ». Ces acteurs sociaux ont échangé avec cette autorité onusienne, lundi, à Goma. Le président de la société civile du Nord-Kivu, a souligné, non sans pincement au cœur, que la société civile est exaspérée de voir l'indulgence dont jouit le Rwanda, bien que qu'il y ait plusieurs rapports des experts onusiens qui ont désigné nommément ce pays frontalier comme agresseur de la RDC. Réagissant à ce cri de détresse de la société civile, le chef des opérations de maintien de la paix des Nations unies, a mis en exergue la résolution de cette crise par les mécanismes régionaux. « Il y a beaucoup d'acteurs qui travaillent, qui s'engagent pour faire prévaloir la paix dans la région des Grands lacs. Nous sommes en contact avec ces pays. Vous connaissez le processus de Luanda avec à l'initiative l'Angola, vous connaissez le processus de Nairobi visant le désarmement des groupes armés. Les Nations unies, en commençant par le Secrétariat général, ne sont pas ceux qui décident des sanctions. Ce sont des Etats membres. C'est une question à adresser aux Etats », a-t-il expliqué. Au cours de son séjour à Goma, le numéro 2 de l'ONU a aussi rencontré le gouverneur de province. Ils ont passé en revue la question relative à la coopération entre la Monusco et les autorités congolaises en cette période de transition de la Monusco.

Beni : la société civile appelle les agriculteurs à la vigilance après une attaque des ADF à Kazaroho. « Après l'attaque ADF à Kazaroho Matumbi le 1^{er} février, les habitants de Mantumbi nous ont rapporté que l'ennemi a pris la direction de la zone où se trouvent les champs de la population de Mangina. Comme l'information évolue, on apprend maintenant que ces ADF seraient dans la zone comprise entre Mangina, Mantumbi et Makumo. Donc, tous les agriculteurs qui sont vers Kandiasa, Makusa, Kanaombi, Mapimbi, Tokotoko, et Makabo », a-t-il expliqué. Le président de la société civile de Mangina demande donc aux agriculteurs de quitter leurs champs et de regagner la commune de Mangina au plus vite. Il leur demande de s'armer de patience avant de reprendre leurs activités.

Kasai-Central : l'assemblée provinciale installe son bureau d'âge dirigé par une femme. L'assemblée provinciale du Kasai-Central a tenu, le 5 février, sa toute première séance plénière de la quatrième législature. Cette première session était consacrée à la mise en place du bureau d'âge. Il sera dirigé par la doyenne d'âge, Marie Isabelle Banakayi, élue de Dimbelenge, qui est secondée par deux plus jeunes députés. Trois formations politiques raflent le plus grand nombre des sièges dans cette assemblée provinciale. Il s'agit de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), l'Union pour la nation congolaise (UNC) et l'Alliance des forces démocratiques du Congo (AFDC).

Ituri : 18 morts dans une double attaque des ADF à Bangole et Bakwanza. Ces personnes ont été tuées au cours d'une double attaque des rebelles des ADF. Ces hommes armés ont également pillé des biens de la population. La société civile déplore les attaques de ces rebelles dans la profondeur des forêts ainsi que des champs des paysans. À la suite de la détérioration de la situation sécuritaire, à ce jour, presque toutes les activités sont paralysées dans les entités des groupements Bangole et Bakwanza, rapportent des sources locales.

Kinshasa : les inspecteurs territoriaux dénoncent la désactivation de leurs primes. Cette désactivation est faite à dessein pour détourner ces fonds destinés à la prime de ces inspecteurs. Malgré les multiples recours introduits auprès de leur hiérarchie pour mettre fin à cette pratique mafieuse, ils n'ont toujours pas eu gain de cause.

Manque d'eau à Kananga : la Regideso appelée à utiliser les camions citernes pour alimenter ses abonnés. Le Réseau des organisations non gouvernementales des droits de l'homme au Congo, a fait ce plaidoyer à la suite du manque d'eau dans la ville depuis deux mois. Il demande aussi à la Regideso d'accélérer les travaux sur son réseau pour mettre fin au calvaire de la population de cette ville. La Regideso effectue des travaux sur sa tuyauterie, endommagée par les eaux de pluie.

Guerre du M23 : des vagues des déplacés fuyant les combats dans le Masisi arrivent à Minova. Certains ont élu domicile dans des écoles, d'autres dans des églises, d'autres encore dans des familles d'accueil ou en plein air au stade de football de Minova. On craint la résurgence des maladies hydriques parmi ces personnes qui sont dépourvues de tout. Et les écoliers de Minova dont les écoles sont occupées par les déplacés ne peuvent plus étudier.

Crise dans l'Est : Thierry Monsenepwo appelle aux mesures contre le soutien de Kigali au M23. « La paix et la stabilité dans la région ne seront réalisables que lorsque les responsables de l'ingérence étrangère seront tenus responsables et que des efforts sérieux seront déployés pour répondre aux besoins et aux aspirations légitimes du peuple congolais », a fait savoir ce cadre de l'Union sacrée pour la nation. Ce cadre de l'Union sacrée a également encouragé les Congolais à continuer de lutter pour la vérité, la justice et la paix dans l'Est du pays, en refusant d'être victimes de la désinformation et « en affirmant notre droit à un avenir sûr et prospère pour tous. Le M23 n'est pas un groupe de rebelles congolais indépendants, mais plutôt le bras armé des forces armées rwandaises ». Pour lui, il est temps que la communauté internationale puisse reconnaître la véritable nature du conflit qui déchire l'Est de la RDC. Les guerres de l'Est ont causé plusieurs pertes en vies humaines et des dégâts collatéraux.

Kasaï-Oriental : Alphonse Ngoyi Kasanji prend les commandes du bureau d'âge de l'assemblée provinciale. Doyen d'âge (61 ans), il est secondé par les deux benjamins de cette institution, Christian Ngandu et Faustin Mfuamba wa Ntumba, âgés tous deux de 28 ans. L'installation de ce bureau provisoire a eu lieu au cours de la session extraordinaire inaugurale de la nouvelle législature organisée dans l'hémicycle de cet organe délibérant à Mbuji-Mayi.

La VSV contre l'arrestation et le transfèrement à Kinshasa du journaliste Blaise Mabala de la radio « Même morale FM ». D'après l'ONG la Voix des sans voix pour les droits de l'Homme, il est reproché à Blaise Mabala d'avoir reçu le vice-gouverneur de la province à son émission Loba Toyoka, le 4 décembre 2023, pendant la période de la campagne électorale. Au cours de cette émission le vice-gouverneur a réagi aux questions des auditeurs sur la gestion de la province de Maï-Ndombe. L'ONG déplore que, le journaliste a été transféré à la prison centrale de Makala à Kinshasa le 24 janvier dernier alors que son dossier demeure pendant devant le Tribunal de grande Instance d'Inongo. En effet, le ministère public avait fait appel contre le jugement rendu, à la suite de l'acquiescement prononcé par le tribunal de paix d'Inongo. Rappelant qu'il n'y a pas de démocratie sans une presse libre et indépendante, la Voix des sans voix invite enfin les autorités congolaises à libérer sans conditions ce journaliste et à lui garantir un retour sécurisé à Inongo. Elle plaide pour l'ouverture d'une enquête impartiale et indépendante sur l'arrestation et les traitements dégradants infligés à Blaise Mabala afin d'interpeller et sanctionner les auteurs de ces actes.

Sud-Kivu : la grève des agents administratifs de l'assemblée provinciale empêche la tenue de la session inaugurale. Le personnel administratif de l'organe législatif du Sud-Kivu manifeste depuis une semaine pour dénoncer plusieurs mois de non-paiement de salaire. Le directeur de l'administration a indiqué que l'ouverture de la session est reportée à une date ultérieure. Il a expliqué que La Ceni n'a pas encore transmis les dossiers physiques des députés élus. Cette situation risque d'impacter sur le bon fonctionnement de l'assemblée provinciale.

Assemblée provinciale du Maniema : le président du bureau provisoire exhorte les élus à travailler avec engagement. « Nous invitons tous les députés de bien vouloir assumer nos responsabilités étant donné que le développement de notre province et le bien-être de la population en dépend ». Il a aussi fixé les axes prioritaires de ce bureau : « Primo, procéder à la validation des pouvoirs des honorables députés et à la cooptation des chefs coutumiers. Secundo, élaboration et adoption du règlement intérieur de l'assemblée provinciale du Maniema. Tercio, organiser l'élection et l'installation du bureau définitif ».

Kinshasa : plusieurs ménages regagnent leurs maisons après la décrue des eaux du fleuve Congo. Dans certains milieux, l'eau n'a pas totalement baissé et les populations ont du mal à se déplacer. Dans les quartiers près de la rivière Nd'jili, dans les communes de Matete et de Limete, les populations empruntent les pirogues pour se déplacer. Elles demandent au gouvernement d'ériger des passerelles pour leur faciliter la traversée et de curer la rivière Nd'jili afin de faciliter l'écoulement des eaux. Dans le quartier Pompage, la partie Ouest de la ville de Kinshasa, les victimes des inondations en appellent à l'aide du gouvernement. Ils ont tout perdu.

Mbuji-Mayi : au moins 20 filles étudiantes bénéficient des bourses académiques. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés a offert, le 6 février, des bourses académiques à six étudiantes des universités basées à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). « C'est un programme qui nous permet, à travers cette assistance en termes d'octroi des bourses aux jeunes filles, de pouvoir contribuer à leur autonomisation, l'établissement de l'équilibre ou à la réduction des inégalités entre l'homme et la femme qui est une tradition palpable du fait des violences basées

sur le genre ». Il a par ailleurs, souligné que ces filles sélectionnées ont été soumises à un test sur la culture générale dans le domaine humanitaire présidé par le ministère provincial du Genre.

Tanganyika : neuf coopératives minières interdites de fonctionner à Manono. Selon l'administrateur du territoire de Manono, bon nombre de ces coopératives fonctionnent sans bureaux et la plupart des responsables de ces structures ne vivent pas dans ce territoire et il est difficile de les tracer. Cette décision de scellage de 9 coopératives minières, est approuvée par certaines structures d'encadrement des creuseurs artisanaux dans cette partie de la province du Tanganyika. Ces structures minières à Manono, exploitent le coltan et la cassitérite.

Mercredi 7 février.

Sud-Kivu : paralysie des activités au marché hebdomadaire de Minova. La majorité des marchands en provenance du groupement Mupfuni Shanga sont en fuite et de nombreuses femmes de Goma, qui s'y approvisionnent en produits agricoles n'ont pas pu se déplacer. Cela à la suite de la guerre que mènent les rebelles du M23, soutenus par l'armée rwandaise. Le trafic routier reliant la cité de Sake à Minova reste suspendu à cause de l'occupation, depuis trois jours, du village Shasha par les rebelles. Ce grand marché qui se tient chaque mardi et vendredi de la semaine est connu par l'abondance des produits agricoles diversifiés.

Likasi : au moins 14 décès sur les 144 cas de choléra au Centre militaire de Mura en une semaine. Le commandant de la XXIIe région militaire, a assuré que cette épidémie est en train d'être maîtrisée dans ce centre de formation militaire avec l'appui notamment de l'Unicef. Il a regretté que les enfants soient tombés malades pendant qu'ils sont venus au centre pour apprendre à servir la République, loin de leurs familles. Cette maladie est due notamment à l'insalubrité dans le camp militaire Mura, où il y a beaucoup de concentration.

Nord-Kivu : des combats s'intensifient à Kirotshé dans le territoire de Masisi. Plusieurs sources concordantes dans la région ont affirmé que ces affrontements se sont concentrés sur la colline Kaluku surplombant l'agglomération de Kirotshé, où les rebelles du M23 et leurs alliés ont érigé leur position. Certaines sources affirment que le M23 et ses alliés occupent toujours les localités de Shasha, Kituva, Buhunga, sur la RN2, et qu'une partie de Kirotshé est passée sous leur contrôle à la fin de la journée de mardi.

Nord-Kivu : la société civile demande au Gouverneur de sécuriser les défenseurs de l'environnement. Le porte-parole de la coalition des ONG de la société civile en charge de la protection et de la promotion de l'environnement demande au chef de l'exécutif provincial d'assurer leur sécurité et de prendre des mesures urgentes, pour mettre à l'abri du danger ces acteurs environnementaux menacés de mort depuis quelques jours, notamment dans l'affaire de spoliation du parc national des Virunga et de l'espace Kasengesi-Nzulo, par des autochtones. « Ils sont menacés à cause de leur travail d'informer le public et de demander aux autorités et aux communautés de respecter les conventions qui lient la RDC avec les différentes normes de sauvegarde », déplore-t-il.

Forum minier Indaba : les sous-traitants congolais dans les mines veulent avoir les mêmes chances que leurs collègues étrangers. Evènement annuel incontournable pour les miniers, Indaba constitue également un cadre d'échange qui offre beaucoup d'opportunités aux entrepreneurs congolais dans la sous-traitance, qui sont nombreux dans le secteur extractif. A compétences égales, chances égales disent beaucoup de ces entrepreneurs congolais, fournisseurs de biens et services. Ils plaident pour avoir les mêmes opportunités que leurs collègues étrangers surtout lors des processus d'appels d'offre.

Situation sécuritaire à Goma : une deuxième bombe tombe au quartier Mugunga. La société civile de Mugunga à Goma (Nord-Kivu) rapporte qu'une nouvelle bombe est tombée tôt le matin du 7 février sur un lieu de négoce communément appelé Marché Kisoko, situé non loin de l'école cinquantenaire dans le quartier Mugunga dans la périphérie au nord-ouest de la ville. C'est la deuxième bombe larguée en l'espace de cinq jours dans ce même quartier. Aucune perte en vie humaine n'est signalée, mais quelques dégâts matériels sont enregistrés.

Ituri : l'administrateur du territoire d'Irumu s'insurge contre la haine tribale. Il s'est adressé aux médias après que des tracts ont été jetés dans certains quartiers de ce territoire, donnant un ultimatum à certaines communautés de quitter cette contrée de la province de l'Ituri. « La haine tribale utilisée par l'ennemi pour diviser les filles et fils du territoire d'Irumu n'a plus sa raison d'être et cette page a été tournée. La population d'Irumu dans ses diversités des communautés et de tribus est une et indivisible, l'unité est notre force, car chacune a une valeur ajoutée pour la promotion de la paix et le développement de notre territoire. A toutes les communautés, en particulier celle Nande de ne pas céder à la haine tribale et à la manipulation politicienne, en mal de positionnement. Les Nandes sont dans toutes les entités du territoire d'Irumu et vivent en bon terme avec les communautés voisines » », a-t-il déclaré.

Kasai-Central : 1000 ménages victimes d'inondations reçoivent une aide financière du Gouvernement. Cette aide a été distribuée par le biais de la Caisse de solidarité nationale et de gestion humanitaire des catastrophes à travers une opération lancée depuis le lundi dernier. La présidente du conseil d'administration de cette caisse, a indiqué que les sinistrés ont reçu du cash, sans en dévoiler le montant. Le ministre provincial de l'urbanisme et habitat du Kasai-Central a, quant à lui, rassuré que tous les ménages répertoriés bénéficieront de cette assistance.

Jean-Pierre Lacroix affirme la disponibilité de la Monusco à travailler avec la Mission de la SADC en RDC. Le patron des opérations de paix de l'ONU s'est dit préoccupé par la situation sécuritaire dans le Nord-Kivu. « Nous sommes déterminés du côté de l'ONU à faire en sorte que la communauté internationale, le Conseil de Sécurité, à qui nous allons faire rapport de manière très régulière, soient alertés des dangers de la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC. Nous avons également exprimé notre disponibilité afin que la Monusco puisse apporter un soutien à la mission de la SADC en RDC, la SAMIDRC ». Cette disponibilité ne contredit pas la mise en œuvre du plan de désengagement de la Monusco, a-t-il ajouté.

Guerre à l'Est : de nouvelles vagues des déplacés arrivent à Goma à la suite des bombardements près de Sake. Entre temps, sur place à Sake, les acteurs locaux et coutumiers s'inquiètent de la détérioration de la situation humanitaire qui s'aggrave avec l'avancée des rebelles autour de cette cité. Ils attirent l'attention sur la situation humanitaire déjà précaire avec l'arrivée d'autres déplacés il y a quatre jours et qui n'ont ni nourriture, ni eau. Ils affirment que ces milliers de familles viennent des agglomérations de Shasha, Kirotshe, Mwambaliro, Buhunga, Kituva où des combats se sont intensifiés ces derniers jours. Des sources concordantes à Saké, soutiennent aussi qu'à la suite des mauvaises conditions de vie, les maladies hydriques frappent déjà un bon nombre de personnes qui sont pris en charge tant soit peu par l'ONG MSF. **Des combats se poursuivent ce mercredi près de Sake,** sur l'axe Nenero-Kihuli-Malehe, des collines surplombant Saké, dans le groupement Kamuronza. Le chef de groupement de Kamuronza à Sake parle d'une situation confuse dans la cité. Il dresse le bilan de trois blessés par balles tirées par les rebelles parmi les civils. Il confirme que les rebelles occupent toujours Shasha et une partie de Kirotshe, sur l'axe Sake-Minova. Selon d'autres sources locales, ces affrontements se déroulent à moins de 10 km de la cité de Sake.

Beni : la prison des femmes et l'établissement d'éducation de l'Etat de Beni de nouveau approvisionnés en eau potable. Les détenues et les enfants en conflit avec la loi avaient passé presque deux semaines sans eau potable à la suite de la coupure d'eau dans leurs établissements pénitentiaires. L'eau potable est revenue à la prison pour femmes et au centre de détention pour les enfants grâce à l'intervention de la Monusco. La prison urbaine des femmes héberge une cinquantaine de détenues et l'établissement d'éducation de l'Etat a, lui, quarante-cinq pensionnaires.

Forum minier Indaba : Julien Paluku suggère la délocalisation vers l'Afrique de l'Association internationale de Lithium et l'institut de Cobalt. « Alors que le continent a d'importantes quantités de lithium, nous aurions voulu que cette association ait son siège en Afrique. Nous avons même invité le cobalt Institute qui est également basé en Europe, qu'il puisse avoir son siège en Afrique. Comme ça avec les dirigeants africains, nous puissions mettre en place des mécanismes, qui réellement encourage l'Afrique vers son développement industriel », a laissé entendre le ministre Congolais de l'Industrie. Par cette délocalisation, Julien Paluku rapporte que le continent Africain via la RDC, deviendra réellement la locomotive de la transition énergétique.

Kalehe : le PDDRCS sépare 256 enfants des groupes armés en janvier dernier. Cette mission a été conduite par la coordination provinciale du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRCS), des agences de protection de l'enfant parmi lesquelles le Bureau du volontariat de l'enfance et de la santé (BVES) et d'autres partenaires dont la section protection de la Monusco et l'Unicef. Les enfants sortis des milices dont 91 filles ont été confiés aux ONG partenaires qui vont assurer leur suivi dans le centre de transit et d'orientation, avant de les réinsérer dans la communauté. Les ONG partenaires s'engagent également à sensibiliser la communauté pour une réintégration réussie de ces enfants, ayant été enrôlés dans les groupes armés.

Formation du prochain Gouvernement : cadre de l'UDPS, Augustin Kabuya nommé informateur. Le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi a nommé, ce 7 février, Augustin Kabuya, secrétaire général de l'UDPS, informateur. Avec cette nomination, ce cadre du parti au pouvoir a ainsi reçu mandat d'identifier formellement une coalition majoritaire à l'Assemblée nationale en vue de la formation du prochain Gouvernement. A cette fin, Augustin Kabuya consultera les partis, regroupements et personnalités politiques, toutes tendances confondues, appelés à siéger à l'Assemblée nationale, aux termes des résultats provisoires des législatives nationales.

Ituri : les autorités coutumières saluent l'accalmie observée à Djugu. Ces chefs coutumiers ont également indiqué que cette paix relative à Djugu, est le résultat de la prise de conscience des jeunes qui avaient intégré les groupes armés. Cela, grâce aux multiples activités de sensibilisation et aux dialogues communautaires organisés par le gouvernement avec l'appui de la Monusco dans cette entité territoriale.

Haut-Katanga : les autorités alertent sur la vente du sucre impropre à la consommation. Pour la ministre provinciale du Commerce du Haut Katanga, ce sucre dont l'emballage porte la marque « Energy for life » provient de la Zambie, est destiné pour l'industrie et non pour la consommation. « Ce sucre brun est en granule et l'on peut facilement voir que ce n'est pas la qualité de sucre que nous consommons de manière ordinaire ». La ministre provinciale a encouragé tous les services à mettre ce produit hors commerce, mais aussi de poursuivre tous les opérateurs économiques qui s'exercent à cette pratique, qu'elle juge illégale.

Jeudi 8 février.

Annulation l'élection des gouverneurs et sénateurs au Nord-Kivu : la société civile de Beni déçue. Dans son communiqué du 2 février dernier, la Ceni annonçait l'annulation de ce scrutin des gouverneurs et sénateurs dans les deux provinces sous état de siège, notamment l'Ituri et le Nord-Kivu. Le président de cette structure citoyenne estime que cette décision veut éterniser l'état de siège dans ces deux provinces, alors que ce régime d'exception a montré ses limites sur le terrain. Il pense que cette annulation laisse à croire que l'état de siège est loin d'être levé, et rappelle même que l'année dernière, le chef de l'Etat lui-même avait convoqué une table ronde, où la majorité des participants avait demandé la levée de l'état de siège.

Le Gouvernement évalue les réalisations de la Monusco en prévision de son désengagement de l'Ituri. Une équipe mixte Monusco-Fardc est allée évaluer, dans la province de l'Ituri, la situation générale en prévision du désengagement de la Mission dans cette province en proie aux conflits armés depuis plus de deux décennies. Cette délégation voulait aussi identifier les défis qui restent à relever avant le retrait définitif de la Monusco. En Ituri, les soldats de paix de la Monusco sont installés dans neuf bases militaires et assurent la protection des civils dont des milliers de déplacés dans les territoires de Djugu, Irumu et une partie de Mahagi. Cette délégation avait aussi pour mission, d'envisager de capitaliser les mécanismes de protection dont le plan de protection communautaire, le système d'alerte précoce, le rapprochement entre les différentes communautés ethniques que la Mission a mis en place dans les territoires et localités de l'Ituri. Pour la Monusco, les données recueillies pendant cette mission d'évaluation vont permettre au Gouvernement de la RDC de développer des mécanismes de réponses et de lutte contre l'insécurité après son désengagement et son retrait définitif de la province.

Tshopo : 350 miliciens Uganbukali rendent les armes aux autorités à Ubundu. L'autorité locale rapporte que ces miliciens affirment avoir mis un terme au conflit contre leurs frères Mbole, afin de participer au développement de la contrée. Ils ont demandé pardon à la population et aux autorités provinciales pour le mal qu'ils ont commis et sollicitent leur indulgence en faveur de leurs compatriotes incarcérés à la prison centrale de Kisangani. Le ministre provincial de l'intérieur et sécurité, indique qu'ils ont tous été identifiés et autorisés à regagner leurs villages et dit aussi que la hiérarchie décidera de leur processus de réintégration.

L'armée présente 44 présumés bandits armés à la population de Goma. L'autorité urbaine rapporte que l'arrestation de ces personnes est le résultat des opérations menées par les services de sécurité dans la nuit du 6 au 7 février dans les quartiers Bujovu et Majengo dans la commune de Karisimbi. Parmi les 44 personnes appréhendées figurent 7 militaires, 5 hommes et 3 femmes de nationalité rwandaise et en situation irrégulière. Les 7 militaires arrêtés ont été déférés à l'auditorat militaire de Goma tandis que les civils rwandais ont, à leur tour, été mis à la disposition de la Direction générale de migration, DGM. Le commissaire supérieur principal, estime qu'il est important de multiplier les opérations de bouclages dans la ville.

Jean-Pierre Lacroix appelle le M23 à une cessation immédiate des hostilités dans l'Est de la RDC. « Le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix s'est rendu à Goma, Beni et Bukavu, du 2 au 5 février. Au cours de sa visite de terrain, il a rencontré les autorités provinciales, des représentants de la société civile, le personnel civil et en uniforme de la Monusco et l'état-major de la Force de la SADC en RDC (SAMIDRC). Au cours de sa rencontre avec le commandant de la force de la SAMIDRC, M. Lacroix a souligné l'importance d'une coordination conjointe pour soutenir les Fardc dans leur lutte contre les groupes armés dans l'Est de la RDC ». A Kinshasa, il échangé avec le Chef de l'Etat congolais, le 6 février. A cette occasion, il a appelé à un renforcement de la présence et de la capacité des forces de défense et de sécurité congolaises en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, les trois provinces que la Monusco doit quitter dans le cadre de son désengagement du pays.

Les agences de l'ONU et leurs partenaires visitent des projets réalisés au Tanganyika, ce 8 février dans le territoire de Nyunzu. Cette délégation a visité à Kalemie un site des déplacés internes et une maternité, construite en 2023 par le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA). L'UNFPA a doté à cette maternité de médicaments, des lits et de toute la literie pour permettre aux femmes d'accoucher dans des bonnes conditions et réduire le taux de mortalité. Le Fond a aussi pris en charge les frais d'accouchements pour les femmes pendant 6 mois. Ensuite les membres de cette délégation se sont rendus au site des déplacés internes Eliya situé à 15 km de Kalemie et ont visité les activités de réinsertion socio-économique que le HCR et l'OIM ont mis en place au bénéfice des personnes déplacées. Des hommes et des femmes y apprennent la pâtisserie, la coupe et couture, la menuiserie...

Nord-Kivu : de nouveaux combats entre Fardc et M23 signalés dans le Nyiragongo. Les rebelles du M23 ont attaqué la position des Fardc située près du marché Ruhunda, sur la route principale, à une vingtaine de kms au Nord de Goma. Ces sources parlent d'intenses affrontements qui sont en cours. Des sources administratives rapportent que « l'ennemi a été repoussé vers le village Busankara, à environ une dizaine de km de Sake, après des bombardements aériens sur leurs positions ». C'est sur l'axe Kirolirwe. Ce qui aurait permis de stopper l'avancée du M23 vers Sake. On note 8 morts et 23 blessés du côté civil, atteints par balles et des bombes.

Le député Mbindule demande au Gouverneur du Nord-Kivu de revoir à la baisse la taxe sur l'expertise et le fret terrestre. Pour l'année 2023, la taxe sur l'expertise était de 5 USD pour une tonne de marchandises. Elle est actuellement à 12, 5 dollars américains la tonne. La Coopérative des dépositaires des produits vivriers note que dans l'ensemble, les taxes sur l'expertise et le fret terrestre sont passées de 45 à 150 USD pour l'exercice 2024, soit une augmentation de deux cents pour cent. Et pour exprimer leur ras le bol et se faire entendre, ils ont lancé un mouvement de grève depuis le 29 janvier, pour dénoncer cette hausse vertigineuse de ces deux taxes perçues par la DGR-NK.

Malemba Nkulu : des éléphants en divagation et des inondations détruisent des champs. La société civile de Malemba Nkulu (Haut-Lomami) a rapporté, que ces éléphants provenant du parc national d'Upemba ont ravagé plusieurs champs de maïs, de maniocs, de haricots d'arachides et autres aliments. Elle a soutenu que la situation de est d'autant plus préoccupante que la population qui assiste impuissante à la dévastation des champs est aussi victime des inondations causées notamment par la crue de l'eau fleuve et l'abondance des eaux de pluie. Ces inondations ont occasionné l'écroulement de plusieurs maisons rendant des nombreuses personnes sans-abris et sans assistance.

Législatives 2023 : invalidés par la Ceni, 63 candidats déboutés devant Cour Constitutionnelle. 35 dossiers de ces candidats ont été déclarés irrecevables, 24 jugés recevables mais non fondés, alors que 4 ont fait objet de désistement. Selon le président de la Cour constitutionnelle, la Ceni n'est pas compétente d'invalider et que jamais elle ne puisse refaire cela. L'organisateur des élections a laissé entendre que, les suffrages de plus de 80 candidats députés nationaux ont été annulés. La Ceni les accuse notamment d'avoir commis des actes de fraude, de vandalisme des matériels électoraux et de détention de dispositifs électroniques de vote (DEV).

Ituri : des chefs coutumiers déplorent la lenteur dans la mise en œuvre du PDDRCS. Selon ces chefs coutumiers, bon nombre de miliciens de l'Ituri se disent prêts à déposer les armes pour une paix durable dans la région. Ils ont également estimé que le retour de la paix y a favorisé la relance des activités économiques et agricoles et la libre circulation de personnes et de leurs biens dans plusieurs entités. En Ituri, l'accalmie observée depuis quelques mois dans plusieurs entités du territoire de Djugu est le résultat de la prise de conscience par la plupart des jeunes qui sont sortis des groupes armés. Cela grâce aux multiples activités de sensibilisation et aux dialogues communautaires organisés par le gouvernement avec l'appui de la MONUSCO dans cette entité territoriale.

Trafic suspendu entre Bulungu et Kinshasa, après l'écroulement du pont Kabangu. A l'origine de cette situation, la traversée d'un gros véhicule transportant des vivres frais en provenance de Kinshasa. L'affaissement de cet ouvrage a paralysé les échanges commerciaux entre ces deux coins du pays.

Kinshasa : signature de partenariat entre CDC Afrique et SANRU pour l'amélioration de la sécurité sanitaire. Ce partenariat va consister notamment à promouvoir, développer et renforcer les capacités de soins de santé primaire (SSP) à travers le pays. Le Centre de contrôle et prévention des maladies (CDC Afrique) et la Santé rurale (SANRU) vont également faciliter l'intégration des programmes d'agents de santé communautaire dans les systèmes de santé communautaire et les plans nationaux de développement des ressources humaines. Cela pour améliorer les performances en matière de réalisation de couverture sanitaire universelle et l'amélioration de la sécurité sanitaire. La vision de CDC se résume en cinq C à savoir : capacité, collaboration, communauté, climat et connectivité.

Vendredi 9 février.

Ministres et gouverneurs élus députés sommés de démissionner de leurs fonctions. La Cour constitutionnelle a demandé, le 8 février, aux ministres, aux gouverneurs de provinces et membres de cabinets politiques élus le 20 décembre 2023 de démissionner de leurs fonctions politiques, sauf s'ils renonçaient à leur mandat électif. Cette Haute cours a formulé cette requête dans son arrêt rendu en interprétation des dispositions constitutionnelles sur l'incompatibilité des fonctions politiques avec le mandat électif. Cette juridiction a ainsi jugé non fondée la requête introduite par le chef du gouvernement sur l'interprétation de la Constitution et de la loi électorale concernant l'incompatibilité des fonctions.

BENI : les activités socio-économiques paralysées à Oicha et à Kasindi à la suite d'une journée ville morte. Cette situation est consécutive au mot d'ordre des responsables de la société civile d'Oicha et secteur de Beni-Mbau qui ont appelé à observer des journées villes mortes pour dénoncer l'insécurité qui sévit dans la région et aussi pour compatir avec les familles des victimes des rebelles des ADF. La société civile exige la relève des policiers et militaire affectés sur place depuis plusieurs années. Elle les accuse d'être à la base de l'insécurité dans la région, au lendemain de l'assassinat par balles d'un opérateur économique de Kasindi à son domicile.

Nord-Kivu : le gouvernement provincial lance des travaux d'asphaltage des routes à Butembo. Au total, ce sont 5,6 km de route qui seront asphaltés pendant 12 mois, et pour un montant global de 7 millions USD, affirme la société « Jerryson Construction », qui va exécuter les travaux.

La France préoccupée par l'intensification des combats dans l'Est de la RDC et ses conséquences humanitaires. La France condamne « avec la plus grande fermeté la poursuite des offensives du M23 », ainsi que toute attaque contre la Monusco, poursuit le communiqué. Pour la diplomatie française, la situation actuelle rend plus que jamais nécessaire la relance des processus diplomatiques régionaux, notamment pour l'entrée en vigueur d'un nouveau cessez-le-feu. Les combats entre les FARDC et les M23 soutenus par le Rwanda se sont intensifiés ces deux dernières semaines. Ces combats ont poussé des milliers de Congolais à se déplacer pour se mettre à l'abri.

Kasaï Oriental : le Gouvernement lance le programme « maternité gratuite » à Mbuji-Mayi. Au cours de cette cérémonie, le chef de division provinciale de la santé au Kasaï-Oriental, a salué cette initiative du chef de l'Etat, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la couverture santé universelle, et prend en charge gratuitement les accouchements et les soins des nouveaux nés. « Cette initiative est d'une grande importance dans la lutte contre la mortalité maternelle et néonatale étant donné qu'il y avait une barrière financière que certaines femmes enceintes ne pouvaient franchir. Par manque des moyens certaines d'entre elles recouraient aux accouchements à domicile, s'exposant aux risques. Cela a été à la base de certains cas de décès maternels », a-t-il rappelé.

Nord-Kivu : le gouvernement provincial cède provisoirement 550 hectares du Parc National de Virunga à la population de Beni. Cette décision du gouvernement fait suite au conflit de limites qui oppose l'ICCN, l'Institut Congolais Pour la Conservation de la Nature aux habitants du quartier « Congo ya Sika » à Kasindi Lubiriha dans le territoire de Beni. Cette décision du gouvernement est prise de commun accord avec les responsables de l'ICCN pour baisser la tension. C'est depuis plusieurs années que le conflit de limites oppose l'Institut Congolais Pour la Conservation de la Nature et les habitants du quartier « Congo ya Sika » à Kasindi Lubiriha dans le territoire de Beni.

Le festival Amani reporté en juin prochain à la suite de la situation sécuritaire volatile au Nord-Kivu. Initialement prévue du 16 au 18 février 2024 à Goma, la 10^{ème} édition du festival Amani est reportée au mois de juin prochain. Ce report qui s'explique par la situation sécuritaire autour de Goma.

La Belgique très préoccupée par la recrudescence de la violence au Nord-Kivu. « Il faut que cette violence cesse, car cette violence est une cause d'énormes souffrances pour la population », a insisté la ministre belge des Affaires étrangères. A ce jour, l'Est de la RDC compte plus de 5,5 millions de personnes déplacées dont 2,5 millions pour le seul Nord-Kivu. De nombreuses violations des droits humains sont également commises. « La solution à tout conflit, quel qu'il soit, n'est jamais militaire », a rappelé la Ministre belge.

Kinshasa : la société civile patriotique de la RDC dit « non au dialogue avec le M23 ». « Nous disons non à la guerre. Nous disons non au dialogue avec les envahisseurs le Rwanda, le M23 et tous les groupes terroristes. Face à la guerre sur le terrain, ces puissances continuent à soutenir les forces négatives qui tuent, violent et commettent les crimes contre l'humanité. A tout prix, elles veulent ramener le président de la RDC aux négociations avec les

envahisseurs à leur solde », a martelé le président de la Société civile patriotique. Il appelle ainsi « le peuple congolais à s'unir pour manifester son ras le bol, vis-à-vis de ces puissances ».

Forum minier Indaba : le Gouvernement congolais loue la performance des entreprises minières installées en RDC. « La dotation de 0.3 % du chiffre d'affaires a été libérée par 42 entreprises minières en phase de production. Avec un montant de 145.287.366 millions USD, des écoles, des hôpitaux, des centres photovoltaïques sont construits dans les provinces du Haut-Katanga, du Lualaba et du Haut-Uele. Des écoles supérieures de mines sont créées et on voit les constructions", a énuméré la ministre des Mines. Pour sa part, le président de la chambre des mines de la Fédération des entreprises du Congo, (FEC) a rappelé que des grands défis demeurent pour une exploitation minière optimale à la base d'une justice sociale.

Nord-Kivu : 105 malades de tuberculose à la prison centrale de Munzenze à Goma. D'après la directrice intérimaire de cette prison, la cause de la hausse du taux de malades de tuberculose et d'autres pathologies au sein de cette maison carcérale, est l'augmentation du nombre des détenus qui conduit à une forte promiscuité. Elle affirme que sur plus des trois mille cinq cents détenus que compte cet établissement, cent-cinq parmi eux sont atteints et seuls quatre malades sont traités aux frais de leurs familles. Ils sont internés à l'hôpital CBCA-Virunga.

Maniema : plus de 500 maisons et édifices publics détruits par les eaux de pluies à Lubenge, à 19 km de Kindu. Parmi les édifices publics détruits, figurent des écoles et des mosquées. Cette situation perturbe les activités socioéconomiques notamment, le fonctionnement des écoles.

Caritas Congo lance un appel à l'aide humanitaire pour des milliers de personnes "dans le besoin" après les inondations. Des milliers de personnes ont été affectées après que le fleuve Congo soit sorti de son lit, "atteignant des niveaux jamais vus depuis plus de 60 ans" et provoquant des inondations meurtrières. Le rapport du 7 février indique que "dix-huit des vingt-six provinces de la RDC sont touchées par des pluies exceptionnellement fortes au cours des deux derniers mois, laissant plus de deux millions de personnes - dont près de 60 pour cent d'enfants - dans le besoin d'assistance". "Les gens ont un besoin urgent d'abris, de soins médicaux, de nourriture, d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement", déclare les responsables de Caritas Congo Asbl, le bras humanitaire et de développement des évêques catholiques de la RDC, ajoutant que "plus de 7 000 ménages ont perdu tous leurs biens".

Kalemie : les conseillers municipaux déplorent le retard de leur installation. Selon eux, les autorités du Tanganyika n'ont pas suivi les instructions du vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur à ce sujet. « Les autorités provinciales boycottent l'installation des organes délibérants des communes de la ville de Kalemie ». L'un des conseillers municipaux de Kalemie, a ainsi sollicité l'implication de la gouverneure du Tanganyika.

Assemblée nationale : la validation de nouveaux élus fixée à lundi 12 février. Pour le président du bureau provisoire de l'Assemblée nationale, son bureau n'a aucun obstacle de procéder à cette opération de validation. Du coup, cette validation annoncée met en mauvaise posture les membres du gouvernement élus députés et frappés d'incompatibilité. Ces derniers doivent choisir entre leur fonction actuelle et le mandat de député et ce, conformément aux prescrits de l'article 108 de la Constitution. Le Premier ministre Sama Lukonde devrait déposer la démission de son gouvernement, tel que demandé par la Cour constitutionnelle.

Kwango : des miliciens Mobondo rançonnent de paisibles citoyens à Popokabaka. Des miliciens Mobondo ont érigé, depuis quelques jours, des barrières illégales, où ils rançonnent des paisibles citoyens à Ipongi, territoire de Popokabaka et à la rive droite de la rivière Kwango où ils font la loi. Le porte-parole du gouvernement provincial du Kwango, a indiqué que ces miliciens ont même érigé une barrière à l'entrée du village Kabuba, non loin de la RN1, et tracassent les paisibles citoyens.

Insécurité à Kindu : la société civile interpelle des jeunes dits « Base ». Selon la société civile du Maniema, ce sont ces jeunes communément appelés « Base », qui ont tué un agent de la Régie des voies aériennes (RVA) de Kindu. Elle a invité les autorités provinciales à avoir un œil sur les actes de " voyoucratie " et "d'intolérance" que commettent ces jeunes, et a par ailleurs proposé le désengorgement de la prison centrale de Kindu, que les condamnés de cette maison carcérale soient transférés vers les grandes prisons du pays.

Samedi 10 février.

Avancée du M23 : la Monusco assure appuyer les Fardc dans la protection de Goma. Le porte-parole de la force de la mission onusienne, a assuré à la population de Sake, de Goma et de ses environs que l'opération « Springbok » menée conjointement avec les Fardc se poursuit normalement sur terrain dans les territoires de Masisi et Nyiragongo. L'opération « Springbok » est conduite en collaboration étroite avec les Fardc. En novembre

dernier, de nombreux acteurs politiques et de la société civile avaient salué cette opération qui venait apporter un plus aux efforts fournis déjà par l'armée congolaise. Ils avaient par ailleurs encouragé la population à accompagner « Springbox » et à ne pas se fier à la manipulation de certains acteurs politiques véreux qui font recours à la désinformation pour l'intoxiquer.

Tshopo : des milliers de familles victimes des inondations vivent dans la précarité (société civile). Ces familles ont perdu leurs maisons et autres biens de valeur emportés par les eaux. La plupart continuent de passer la nuit dans des pirogues faute des moyens pour se reconstruire des huttes. Elles sont localisées à Isangi, Basoko, Banalia, Yauma et Kisangani qui sont les zones les plus touchées. La société civile rapporte des cas des maladies d'origine hydrique dans ces entités les plus touchées par cette catastrophe.

Le riche homme d'affaires Aliko Dangote veut investir en RDC. L'Agence congolaise de presse qui cite une source présidentielle précise que l'entretien entre l'homme d'affaires nigérian et le Président Tshisekedi s'est déroulé lors d'une audience au palais présidentiel à la cité de l'Union africaine, en présence de l'ancien chef d'Etat du Nigeria, Olusegun Obasanjo. Le Nigérian Aliko Dangote a été classé par le magazine Forbes comme l'homme le plus riche d'Afrique pour la 13^{ème} année consécutive. La fortune de M. Dangote a augmenté de 400 millions de dollars au cours de l'année écoulée pour atteindre une valeur nette de 13,9 milliards de dollars. Depuis novembre 2022, une coopération économique existe entre la RDC et le Nigeria à travers le programme conjoint dénommé « DRC-Nigeria Business Council », soutenue par Félix Tshisekedi et Olusegun Obasanjo, dans la vision de rapprocher davantage les peuples congolais et nigériens et favoriser leur intégration économique.

Butembo : les transporteurs et dépositaires des produits vivriers lèvent leur grève. Selon le président de la Coopérative des dépositaires des produits vivriers (COODEPROVI) de Butembo les discussions ont abouti à la baisse de 50 % du prix des taxes sur l'expertise et le fret terrestre des produits vivriers soit de 150 à 75 USD. Cette taxation devrait être officialisée prochainement à travers un arrêté du gouverneur du Nord-Kivu. Les transporteurs et dépositaires des produits vivriers étaient en grève depuis le 29 janvier dernier pour protester contre ce qu'ils qualifient de hausse à 200% des taxes sur l'expertise et le fret terrestre perçues par la DGR NK.

Jean-Pierre Bemba : « Le Gouvernement est déterminé à libérer toutes les zones contrôlées par le M23 ». Le ministre de la Défense s'est ainsi exprimé au cours de sa visite d'évaluation de la situation sécuritaire dans la province du Nord-Kivu, théâtre des affrontements entre l'armée congolaise et les rebelles du M23, soutenus par le Rwanda. Le ministre et le chef d'Etat-major général des FARDC, se sont rendus à Sake, 27km de Goma pour reconforter les troupes engagées au front et aussi les féliciter pour leur travail. Le ministre de la Défense a rendu visite aux blessés de guerre. Jean-Pierre Bemba a rencontré également le Commandant de la Force de la Monusco.

La Monusco remet à la Police de la ville de Beni le bâtiment qui va abriter son quartier général. D'une valeur globale de 91.737 USD, ce bâtiment basé dans la commune de Bungulu, va accueillir les différents services de la Police et va permettre ainsi d'améliorer les conditions de travail de ceux qui ont pour mission de protéger la population congolaise. Ce bâtiment qui se dresse sur une superficie de deux cents m2 comprend, au niveau du Rez-de-chaussée et du premier étage : 14 bureaux, deux salles d'attente, une salle de réunions du haut commandement, deux grandes terrasses, des toilettes,

L'UNPC/Grand Bandundu condamne la détention « illégale » du journaliste Blaise Mabala. Le Journaliste a été transféré au parquet près la Cour de cassation sur plainte de la Gouverneure de Maï-Ndombe. Celle-ci l'accuse de diffamation. C'était lors d'une émission sur les antennes de la Radio « Même morale FM » dont le vice-gouverneur, propriétaire de ladite radio, était l'invité. Dans une déclaration faite, samedi, L'Union nationale de la presse du Congo dit inacceptable que l'auteur principal des faits mis à la charge de Blaise Mabala reste en liberté pendant que celui-ci croupit en prison. « A ce jour, tel est notre regret, de constater que le vice-gouverneur accusé par son titulaire devant la Cour de cassation, circule en homme libre sur les rues de Kinshasa. Ces actes présagent un plan machiavélique et un coup monté tendant à nuire la vie du journaliste. De ce fait, nous exigeons la libération sans condition du journaliste Blaise Mbala Mufu et son retour à Inongo afin de retrouver sa famille et poursuivre son travail ».

Bintou Keita condamne les attaques visant le personnel de la Monusco à Kinshasa. « Affaiblir la Monusco, c'est renforcer les forces négatives qu'elle combat avec ses partenaires congolais (FARDC, PNC) », rappelle Bintou Keita. La cheffe de la Monusco demande aux autorités judiciaires congolaises de diligenter des enquêtes en vue de poursuivre les auteurs. Plusieurs véhicules des Nations Unies ont été incendiés et mis à sac. Mme Bintou Keita souligne que les menaces et les attaques contre le personnel des Nations Unies et leurs familles sont inacceptables. Une manifestation contre certains pays occidentaux accusés de soutenir le Rwanda, pays agresseur de la RDC, a eu

lieu samedi dans la commune de Gombe qui abrite les sièges des institutions et des ambassades. Les manifestants ont attaqué des véhicules de la Monusco et de certaines ambassades.

Tanganyika : les Fardc tuent le chef de la milice Hapa na Pale. Ce chef semait la terreur dans le groupement Bakalanga, territoire de Nyunzu. Le 8 février, ces miliciens ont fait incursion dans le site minier Luliya qui est tenu par des Chinois. Des sources locales renseignent que le chef de la milice et ses hommes voulaient ravir de l'or auprès de ces Chinois. Les éléments Fardc qui sont sur place à Luliya sont intervenus. Au cours de cette altercation, le chef et trois de ses hommes ont été tués, un élément Fardc a été blessé et quelques armes des miliciens récupérées. Face à cette situation, les Chinois ont évacué le site minier de Luliya le 9 février, craignant des représailles des miliciens Hapa na Pale après la mort de leur leader.

Dimanche 11 février.

Le Gouvernement de la RDC condamne les actes de violence perpétrés contre le personnel de la Monusco et les chancelleries. « Le président de la République fait constater que ce qui s'est passé aujourd'hui, quand bien même nous comprenons certaines frustrations de nos compatriotes par rapport à ce qui se passe dans l'Est du pays, la manière dont les manifestants ont procédé viole plusieurs dispositions du droit international », s'est indigné le ministre de l'Intérieur. Il rappelle que les installations et les véhicules des diplomates étrangers sont inviolables. Le patron de la Sécurité note aussi que le personnel de la Monusco est protégé par des conventions. Il fait remarquer que toute personne qui veut manifester est libre de le faire, mais elle doit respecter des lois de la République. Et selon lui, les manifestants du samedi 10 février n'ont pas respecté le régime sur les manifestations.

Kongo-Central : dysfonctionnement du tribunal de paix de Madimba faute de juges. Le tribunal de paix de Madimba (Kongo-Central) ne siège pas, depuis huit mois, faute de juges. La conséquence de cette situation est que les gens croupissent en prison faute d'être jugés et d'autres y meurent déjà parce que n'ayant pas été entendus. « En matière civile comme nous sommes caractérisés par des conflits perpétuels des terres, les gens risquent de se rendre justice. Et la justice populaire, c'est ce que nous craignons au plus haut point ». Un notable a demandé au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) d'amener un palliatif à cette situation qui n'a fait que trop durer.

Sud-Kivu : le gouvernement provincial doté d'un nouveau bâtiment administratif. Ce bâtiment, situé dans l'enceinte du gouvernement du Sud-Kivu, abrite la coordination provinciale de la protection civile et l'Inspection provinciale de la territoriale. La construction de ce bâtiment s'inscrit dans le cadre du projet à impact rapide de la Monusco à hauteur de près de 100 000 USD. La coordination provinciale de la protection civile et l'inspection provinciale de la territoriale occuperont chacun un niveau du bâtiment composé de 5 bureaux et trois toilettes.

Mambasa : accalmie après des tensions entre jeunes et agents de l'Etat au pont Ituri. Des sources sur place rapportent que des jeunes exprimaient leur mécontentement contre ces agents qui interdisaient aux passants d'utiliser gratuitement une déviation aménagée par des expatriés chinois qui exploitent de l'or dans cette région. Ces agents de l'Etat obligeant aux passants d'utiliser, pour la traversée, des embarcations de fortune construites par des particuliers moyennant une somme d'argent. Le montant variait entre 5000 et 60 000 FC, selon qu'ils s'agissent des motos ou des véhicules. Cet argent est partagé par plusieurs services de l'Etat présents au pont Ituri. La coordonnatrice de Réseau de plaidoyer territorial de Mambasa, a plaidé pour un passage gratuit car il s'agit d'une passerelle créée par des Chinois pour faciliter la traversée de leurs engins. Les agents de l'Etat ont juste revu à la baisse le tarif de la traversée.

Kinshasa : le sénateur Mumengi alerte sur la disparition de la ville des suites des crues du fleuve Congo. « Il faut savoir que les crues du fleuve Congo ont connu un pic en 1961. C'était la première fois qu'on a vu Kinshasa quasiment sur le bord d'être englouti. Et depuis lors il y avait une périodicité de dix ans, chaque dix ans on déplorait ce phénomène. Mais, depuis 2019, ce n'est plus dix ans, c'est moins de cinq ans. Alors il y a le risque que la périodicité des crues se rétrécisse et nous entraîne vers une sorte des crues apocalyptiques qui risquent de faire disparaître Kinshasa ». Pour faire face à ce phénomène, il propose que les autorités provinciales mettent en place un plan urbanistique approprié. Pour lui, il faut que ce plan soit mis en œuvre avant 2036, pour montrer au monde que les Congolais sont capables de mettre en mouvement une civilisation urbaine.

Kinshasa : Didier Bompange salue la tenue du Colloque international One Health. Encadreur pédagogique du master d'écologie des maladies infectieuses à la faculté des médecines de l'Unikin, Didier Bompange a salué, il y a quelques jours, l'idée d'organiser le Colloque international « On Health » à Kinshasa. Il a indiqué que ce forum, prévu du 28 au 30 mai prochain à Kinshasa, aboutira à la création de l'Institut « One Health pour l'Afrique ». Il a estimé que la parution d'une maladie devra être comprise comme le résultat d'un long processus qui implique les causes liées à l'alimentation, à l'environnement de l'homme.

Kinshasa : SANRU et CDC Afrique décident de renforcer le système de santé entre les Etats de l'UA. Le Directeur général de l'ONG Soins de santé rurale (SANRU) a expliqué que cette entente est conçue pour permettre aux Etats africains d'accéder aux soins de santé de qualité sans trop de difficultés. Il a indiqué que leur mémorandum entend faciliter la coopération et la collaboration dans les domaines d'intérêt mutuelle afin d'améliorer la sécurité sanitaire à travers des réponses urgentes dans les problèmes de santé communautaire. Pour sa part, le Directeur général du Centre de contrôle et prévention des maladies (CDC Afrique) a rapporté que l'Union africaine (UA) à travers Afrika CDC veut renforcer les capacités des institutions de santé afin de leur permettre d'affronter les menaces sanitaires diverses. De son côté, le Directeur de cabinet du ministre de la Santé, a soutenu que le partenariat SANRU-CDC Afrique arrive dans un moment où la RDC est en train de renforcer son système de santé et d'améliorer la sécurité sanitaire. Pour lui, cette entente représente l'engagement collectif à travailler ensemble pour surmonter les défis sanitaires auxquels la RDC est confrontée.

Punia : l'ONG Action contre la faim forme 50 personnes sur la sécurité alimentaire, dans 13 aires de santé sur les 17 que compte la zone de santé de Punia (Maniema). Selon le coordonnateur provincial du Programme national de nutrition (PRONANUT), l'objectif est de faire face à la malnutrition dans ladite zone de santé. Au cours de cette formation, il a indiqué avoir martelé sur l'allaitement maternel exclusif chez l'enfant de zéro à 6 mois sans rien donner. A ce qui concerne l'alimentation de complément, il a dit avoir insisté sur la diversité alimentaire.

Mbandaka : manifestation de colère contre la mauvaise connexion internet. Les manifestants accusent les compagnies de téléphonie cellulaire : Airtel, Orange et Vodacom d'empocher leur argent d'unités et des forfaits, sans leur fournir une connexion fluide. Difficile de communiquer aisément ou de télécharger des documents. Ces manifestants ont promis de poursuivre leurs actions de rue jusqu'à ce qu'ils aient gain de cause.

Bukavu : SOS PREMA assiste des enfants prématurés et indigents à l'Hôpital général. L'Association SOS PREMA a apporté, le 10 février, des dons aux enfants prématurés et payé des factures aux patients indigents autrefois bloqués à l'Hôpital général provincial de référence de Bukavu (Sud-Kivu). Cette structure a posé ce geste de générosité en marge de la journée mondiale des malades, célébrée le 11 février de chaque année.

Beni : 14 pêcheurs congolais libérés ce vendredi par la marine ougandaise. Ces pêcheurs congolais accompagnés de leurs 67 moteurs hors-bords et sept pirogues, ont été remis à l'administrateur du territoire de Beni. De son côté, la force navale congolaise a, elle aussi, libéré 4 pêcheurs ougandais, arrêtés dans les eaux lacustres congolaises et qui étaient détenus à Kyavinyonge. De part et d'autre, ces pêcheurs sont accusés d'avoir violé les limites lacustres sur le lac Edouard non balisé. La baisse de production des poissons sur le lac Edouard coté congolais, mais aussi le non-balisage de la surface, sont les deux causes majeures qui poussent les Congolais à traverser vers l'Ouganda.

ASBL CASMIA satisfaite de la signature de l'accord entre GECAMINES et EGC. Pour l'ASBL Pour l'asbl Comprendre et agir dans les secteurs industriels et artisanal (CASMIA) cet accord permettra à l'Entreprise générale du cobalt (EGC) de mener au bout son projet d'achat et vente du cobalt. « Cette entreprise dans laquelle la Gecamines est actionnaire majoritaire n'est pas parvenue à acheter et vendre le cobalt d'origine artisanale depuis sa création en 2019 en dépit du monopole dont elle jouit », a fait savoir cette organisation citoyenne. Dans son document, elle a également exhorté l'EGC à faire bon usage de ses sites miniers et attire son attention sur la nécessité de faire un état des lieux pour identifier les coopératives qui n'appartiennent aux acteurs politiques.

Six personnes blessées par les éclats de la bombe lancée par les M23 sur la cité de Sake. La bombe est tombée dans les champs sur la colline Matcha, à proximité de la route principale. Le cas de ce dimanche est loin d'être isolé pour cette zone. Le 10 février, une autre bombe a détruit deux habitations au quartier Bikali, toujours dans cette cité.

Pour Gary Sakata, les conseillers municipaux vont assurer le contrôle de la gestion du pays à la base afin d'apporter le développement. L'existence de ces conseils sera une première en RDC et renforcera la gouvernance du pays au niveau provincial, municipal et local, selon la loi.

Frank Makolongo, étudiant de 23 ans qui met en place une application pour la location et la vente des voitures et maisons à Beni. Habitant dans cette ville de Beni où vivent plus de 600 000 personnes, Frank Makolongo s'est inspiré de son environnement au quartier Matonge où plusieurs personnes rencontraient des difficultés pour trouver des maisons en location : « J'ai créé un site web et en même temps une application téléphonique. C'est un système qui répertorie les maisons et les voitures à louer dans la ville de Beni », explique

Frank Makolongo. La conception de l'application la LOCA a été faite de façon à permettre une utilisation facile par plusieurs personnes : « Sur le téléphone mobile, il suffit de vous connecter à notre site internet qui est laloca.site et vous allez directement voir par exemple les photos des maisons qui sont présentées. Mais, la personne intéressée ne va pas directement contacter celui qui a posté par exemple la maison. Elle va d'abord passer par nous pour que nous puissions jouer le rôle d'intermédiaire ». Pour des maisons à louer, le jeune étudiant touche une commission de 50 % du prix du loyer.

RDC : des violences lors de manifestations anti-occidentales à Kinshasa. Les manifestants accusent l'Occident et les Nations unies de passivité face à l'agression du pays par les rebelles du M23 appuyés par le Rwanda. Des chancelleries sont appelées à plier bagage, en dépit de plusieurs condamnations du Rwanda, notamment par les États-Unis et l'Union européenne (UE). Ces manifestations interviennent après un appel à mobilisation lancé par deux prédicateurs proches du régime contre les chancelleries occidentales à Kinshasa. Une centaine de manifestants se sont réunis ce samedi à proximité des ambassades américaine, chinoise et portugaise à Kinshasa, non loin également du quartier général de la Monusco. Ils ont été stoppés par la police à l'entrée de l'avenue des Aviateurs, qui abrite ces représentations diplomatiques. Certains étaient munis de banderoles sur lesquelles on pouvait lire « dégagez, bandes d'hypocrites », « agissez ou partez » ou encore, « l'Occident complice du génocide congolais ». Au-delà des communiqués, ces manifestants souhaitent que les chancelleries occidentales mènent des actions plus fortes contre le Rwanda. Plusieurs véhicules de la Monusco ont été brûlés. Bintou Keita, l'émissaire de l'ONU dans le pays, a dénoncé dans un communiqué des menaces et attaques « inacceptables » contre les agents des Nations unies et leurs familles. Des pneus ont aussi été incendiés sur le boulevard du 30-Juin. Des ONG de la société civile, comme la fondation Bill Clinton pour la paix, ont dénoncé « la complaisance » des forces de sécurité face aux protestataires. Plus tôt dans la semaine, les ambassades de France et de Grande-Bretagne avaient aussi été ciblées. À l'issue d'une réunion urgente de sécurité, le gouvernement congolais a condamné « énergiquement ces actes de violence ». (RFI)

Lundi 12 février.

Kinshasa : de nombreux quartiers désormais desservis en eau potable par la Regideso. Des quartiers comme Telecom, Badianding, Eradi, Maman Mobutu dans les communes de Mont Ngafula, Ngaliema et Selembao qui autrefois connaissaient d'énormes difficultés d'approvisionnement en eau sont aujourd'hui servis. D'autres quartiers comme Ngafani n'ont toujours pas d'eau potable de la Regideso, à la suite du délabrement et de la vétusté de la tuyauterie. Tout en se félicitant des efforts accomplis, le directeur de la Regideso, évoque aussi le problème d'intempéries et de manque de moyen. Il encourage le Gouvernement à payer fidèlement ses factures et à investir dans le secteur de l'eau afin de permettre à la Regideso de répondre au besoin en eau de la population.

Pascaline Kudura : « Je demande à la Cour constitutionnelle d'autoriser la Ceni de recompter des voix pour corriger les erreurs matérielles ». Cette candidate du parti politique UDPS, a estimé que ce recomptage des voix pourrait permettre de rétablir la justice. Elle est convaincue qu'il y a une erreur matérielle dans le comptage de ses voix et tient à ce que la Cour aide à réparer cette erreur. Si elle veut, coûte que coûte, aller jusqu'au bout de sa réclamation, c'est parce qu'elle a l'expérience des erreurs matérielles lors des élections, affirme-t-elle. En 2006 alors qu'elle était candidate à la députation nationale, le même scénario s'était produit. « A cette époque-là, j'avais été réhabilitée par la Cour suprême de justice après mon recours. Il y avait encore des erreurs matérielles ».

Kisangani : un carton de poulet passe de 100 000 à 150 000 FC. Il en est de même de celui des chinchards communément appelé Mpiodi qui est passé de 270 000 à 370 000 FC. Cette situation est consécutive à l'absence depuis janvier dernier des bateaux en provenance de Kinshasa. Cette rareté est observée depuis plus d'un mois. Et la hausse des prix est la conséquence de la rupture de stock chez les fournisseurs grossistes qui approvisionnent le marché local en surgelés. Rupture due à une forte demande pendant les périodes des fêtes.

Nord-Kivu : reprise des combats ce lundi entre Fardc et M23 à Masisi. Le premier front se situe dans le territoire de Masisi ; les rebelles du M23 appuyés par l'armée rwandaise, ont tenté de contourner les positions des Fardc dans les collines de Murambi mais ont été repoussés par l'armée. Des sources indiquent aussi d'autres combats entre l'armée et les rebelles dans le groupement de Kamuronza dans la région de Kimoka. La société civile demande aux responsables de l'armée de couper la route de ravitaillement des rebelles dans le secteur de Kabuhanga, au territoire de Nyiragongo. Le deuxième front se situe au nord, dans le territoire de Nyiragongo, où des violents combats opposent depuis ce lundi matin les combattants des milices locaux appelés « Wazalendo » aux rebelles dans le secteur de Kihuli, au groupement de Kibumba. Pour l'instant, aucun bilan de ces combats n'est encore disponible. **Nord-Kivu: le gouverneur appelle la population de Sake à ne pas s'en prendre à la Monusco,** car cette Mission aide à parer à toutes les infiltrations des rebelles du M23 dans la cité. Dans son message de compassion à la population de Sake, le général-major l'a également appelé au calme et à la vigilance : «

Pour éviter toutes suspicions, désormais pendant les opérations, les Fardc et la Monusco vont rester ensemble pour éviter des suspicions de part et d'autre ». Il a exhorté la population à comprendre que « si les autorités interviennent, c'est pour l'intérêt de la population et qu'elles ne peuvent tolérer des manifestations à Sake ».

Ituri : au moins 40 000 élèves étudient par intermittence à la suite de l'insécurité à Mambasa. La plupart de ces élèves fuient avec leurs parents pendant les combats et reviennent après une période d'accalmie. D'autres ont résolu carrément d'abandonner les études. Les autorités scolaires déplorent cette situation qui crée de traumatismes chez les élèves et le dysfonctionnement d'environ 60 écoles primaires et secondaires. Les groupes armés surtout les ADF ont intensifié depuis janvier les exactions contre la population dans les chefferies de Babila Bakwanza et Babombi, vers Makumo et d'autres villages, à la limite avec le territoire de Beni au Nord-Kivu. La société civile demande aux forces conjointes Fardc-armée ougandaise d'intensifier les opérations contre ces groupes armés dans ce territoire.

Manifestations à Kinshasa : la Police appelle la population à « ne pas céder à la manipulation ». « Les dispositions sécuritaires ont été prises après plusieurs réunions de sécurité convoquées à la suite des tracts dans la ville, appelant à des manifestations. Ces dispositions tiennent compte des itinéraires des manifestants et puis de leurs zones de chute qui sont les ambassades et les chancelleries étrangères », a expliqué le commissaire divisionnaire adjoint. La Police annonce avoir interpellé des manifestants inciviques. La Police nationale congolaise a dispersé, ce 12 février, des manifestants devant certaines ambassades dans la commune de la Gombe à Kinshasa, mais aussi sur le boulevard du 30 juin. Plusieurs maisons de commerce qui avaient ouvert ce matin au centre-ville ont vite fermé. Les écoles consulaires notamment les écoles française, américaine et belge ont fermé leurs portes par précaution, au lendemain des manifestations violentes contre des représentations diplomatiques et la Monusco. D'autres écoles internationales ont également pris la décision de fermer exceptionnellement. Cela en prévision de nouveaux appels à manifester ce lundi dans la capitale. Ces manifestants dénoncent le silence des chancelleries occidentales face aux tueries dans la partie Est du pays. **Kinshasa : retour au calme cet après-midi à Gombe.** Des manifestations contre des représentations diplomatiques et leur personnel ont eu lieu dimanche et se sont poursuivies ce lundi dans la mi-journée dans le centre-ville de Kinshasa. Ils protestent contre la recrudescence des violences dans le Nord-Kivu. Des poches de tension ont été identifiées aux abords de certaines ambassades occidentales et du Quartier général de la Monusco. La Police nationale congolaise annonce des blessés parmi des éléments des forces de l'ordre, victimes de jets de pierres. Le ministre de l'Intérieur, a appelé les manifestants à regagner leurs domiciles.

Kinshasa : la société civile sensibilisée contre la vindicte populaire. Les participants à cette rencontre sont tombés d'accord sur le fait que nul n'est sensé se faire justice. Dans le souci de mettre en place des mécanismes efficaces et efficients de lutte contre la justice populaire, l'Unité de la police de la Monusco (UNPOL) a sensibilisé les acteurs impliqués dans la justice et dans l'éducation de masse, en vue de les amener à relayer l'information dans leurs secteurs respectifs. Pour la représentante de la société civile, la vengeance populaire a un impact considérable sur les femmes. Chaque mois, 10 femmes en sont victimes dans la province du Kwilu, estime-t-elle. Face au phénomène de vindicte populaire, la police a une mission préventive et répressive, mais pour y arriver, elle a besoin des moyens et de la main d'œuvre, a ajouté le commissaire supérieur adjoint de la police judiciaire de Kinshasa.

Kasaï-Oriental : les propriétaires des maisons construites autour de l'aéroport de Bipemba sommés de quitter la zone. La firme chinoise qui exécute les travaux de construction et de modernisation de cet aéroport situé au Nord-Ouest de la ville de Mbuji-Mayi, va procéder à la démolition des habitations construites sur l'emprise de l'aéroport à partir du 5 mars prochain afin de poursuivre les travaux lancés en avril 2023. Les propriétaires de près de 800 maisons construites sur ce site disposent de 2 semaines de préavis pour démonter les toitures et récupérer certains matériaux de construction. Ce site avait été attribué aux populations par le gouvernement provincial du Kasaï-Oriental. L'exécutif provincial avait proposé des indemnités aux occupants de ce site. Ces derniers avaient estimé que les montants proposés ne représentaient pas la valeur de leur patrimoine.

Tanganyika : Unicef et Caritas interdisent la vente et la consommation des aliments destinés aux enfants malnutris. Parmi ces aliments l'on cite Plumpy, un aliment destiné à la lutte contre la malnutrition. « Plusieurs personnes considèrent le Plumpy comme de la nourriture, elles utilisent ce produit pour nourrir leurs enfants qui ont faim. Si ce produit est présent dans nos hôpitaux c'est parce qu'il y a la malnutrition qui atteint les enfants. C'est pour cela que les médecins se sont résolus de mettre à la disposition des malades souffrant de la malnutrition, cet aliment qui aide les enfants malnutris » explique Etienne Kasongo. Cette campagne concerne 4 zones de santé de la province du Tanganyika, à savoir : Kongolo, Mbulula, Kabalo et Nyunzu.

Selon l'ONU, le Rwanda utiliserait des missiles sol-air en RDC. Des éléments de l'armée rwandaise soutenant la rébellion du M23 dans l'est de la RDC ont tiré au moins un missile sol-air, indique un document interne de l'ONU

consulté lundi par l'AFP. Selon ce document, un "missile sol-air présumé des Forces de défense rwandaise (RDF)" a visé mercredi dernier, sans l'atteindre, un drone d'observation de l'ONU et aurait été tiré depuis un véhicule blindé dans une zone contrôlée par le M23, précise ce document confidentiel. "Les renseignements militaires extérieurs français confirment que le véhicule blindé de type WZ551, équipé d'un système de missile sol-air, est rwandais", ajoute-t-il. Deux photographies aériennes sont jointes au rapport. On peut y voir un véhicule blindé à 6 roues avec, déployé sur son toit, un système de radar et de lance-missiles. Elles ont été prises à environ 70 km au nord de Goma, au nord du territoire de Rutshuru, par le drone qui a été visé par le missile. La Monusco indique dans le document ne pas connaître "de groupes armés possédant l'entraînement ou les ressources nécessaires pour opérer et maintenir un système de missiles sol-air mobile" et pointe une "escalade des forces conventionnelles engagées dans le conflit dans l'Est de la RDC". Ni l'ONU, ni les Fradc n'ont communiqué jusqu'à présent sur cet incident. Le document précise que de nombreux types d'armes ont été utilisés par "les M23 et l'armée rwandaise" contre des appareils volants et qu'ils sont également en possession de canons anti-aériens et de systèmes portatifs de défense aérienne de type MANPADS. Les auteurs du document estiment que les nouveaux moyens anti-aériens utilisés par le M23 et l'armée rwandaise "constituent une menace à haut risque pour tous les aéronefs du gouvernement de la RDC et de la Monusco dans la région". Fin janvier, dans une vidéo diffusée sur une chaîne YouTube pro-M23, Willy Ngoma, un porte-parole du M23, a menacé la Monusco de représailles et l'a accusée de "fournir des informations" aux "ennemis" des rebelles en renseignant, à l'aide de drones, l'armée congolaise sur leurs activités. Dans cette même vidéo, Willy Ngoma exhibe ce qu'il décrit comme un débris de drone CH-4 appartenant aux FARDC abattu selon lui par un combattant du M23, qu'il présente devant la caméra. Le 17 janvier, la rébellion avait annoncé que deux de ses commandants avaient été tués dans une attaque qui, selon des sources sécuritaires, avait été menée par un drone à Kitshanga, à une cinquantaine de km au nord de Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu. Cette province est en proie depuis fin 2021 à un conflit qui oppose la rébellion du M23 ("Mouvement du 23 mars"), appuyée par des unités de l'armée rwandaise, à l'armée congolaise, associée à des groupes armés et deux sociétés militaires étrangères. (AFP)

Mardi 13 février.

Kinshasa : la police interdit aux mototaxis d'accéder à la commune de Gombe à partir de ce mardi. A partir de ce mardi 13 février, « Toutes les motos trouvées en ville seront saisies et les propriétaires seront mis en détention. Tout attroupement en ville est interdit. La police passe à la vitesse supérieure parce que les actes posés durant les deux jours ont été suivis. Tout le monde a compris le message. Il est temps d'arrêter et de laisser les choses marcher normalement parce que plusieurs personnes ont droit de travailler ». Parmi les autres mesures figurent l'interdiction de tout attroupement de plus de six personnes dans la commune de Gombe. Ces mesures font suite aux manifestations qui ont visé certaines ambassades et représentations diplomatiques installées en RDC et aux actes de vandalisme.

Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne l'offensive du M23 dans l'est de la RDC, s'inquiétant d'une « escalade de la violence » dans la région. Lors d'une réunion d'urgence à huis-clos, « les membres du Conseil ont répété leur condamnation de tous les groupes armés opérant dans le pays ». Les membres du Conseil de sécurité ont réitéré leur « plein soutien à l'unité, la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la RDC. Ils ont appelé tous les acteurs à mettre fin à la violence et à respecter le droit international humanitaire.

SADC : Ramaphosa ordonne l'envoi de 2900 militaires pour lutter contre les groupes armés dans l'est de la RDC. C'est dans le cadre de l'obligation internationale de l'Afrique du Sud envers la mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et soutenir la RDC, a expliqué la Présidence sud-africaine. La force de la mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en RDC (SAMIDRC) a pour mission de soutenir le Gouvernement congolais dans ses efforts pour rétablir la paix et la sécurité dans l'est de la RDC, qui a connu une augmentation des conflits et de l'instabilité posée par la résurgence des groupes armés.

L'Assemblée nationale valide les pouvoirs des députés provisoirement élus. A l'examen du rapport de vérification des pouvoirs de 32 élus du Sud-Kivu, Christophe Mboso a mis en application l'arrêt de la Cour constitutionnelle portant interdiction du cumul des fonctions pour ministres et autres assumant des fonctions d'Etat. Pour les concernés, il faut d'abord valider leurs pouvoirs et leur laisser 8 jours pour opérer un choix entre l'exécutif et le législatif. Ce à quoi le bureau a accédé, étant donné que Jean-Lucien Bussa était déjà validé dans la province du Sud-Ubangi.

Felix Tshisekedi aux Léopards : « Je suis convaincu que vous allez encore faire des merveilles ». « C'est un honneur de prendre la parole au nom de toute la nation afin de vous remercier pour le bonheur apporté aux Congolais. Vous êtes une jeune équipe qui n'a pas eu beaucoup de temps de préparation, mais quel talent vous avez montré ! Personne n'attendait la RDC à ce stade de la compétition. Je suis convaincu que vous allez encore faire

des merveilles». Par ailleurs, le chef de l'Etat a salué le geste posé par le Onze congolais lors de l'hymne national en demi-finale contre la Côte-d'Ivoire. Les Léopards avaient mimé une personne que l'on tue en silence. Tous avaient placé la main gauche sur la bouche et deux doigts de la main droite en forme de fusil sur la tempe. Par ce geste, les Congolais dénonçaient, en pleine compétition internationale, les tueries dans l'Est de la RDC.

UNPC/Beni : « Dans une zone frappée par la guerre, la radio professionnelle modère les conflits et les tensions ». En marche de la journée internationale de la Radio, célébrée ce 13 février, le président urbain de l'Union nationale de la presse du Congo, section de Beni, (UNPC) affirme que la radio reste un pilier essentiel de prévention des conflits et de consolidation de la paix lorsqu'elle est indépendante de toute influence politique et commerciale. Il note aussi que dans la région de Beni, la Radio demeure une instance de validation des informations partagées sur les réseaux sociaux. La région étant souvent sujette à la désinformation sur les réseaux sociaux orchestrée par des tiers. « Face à la situation de Beni, la radio est un média de résilience qui permet à la population de rester forte malgré la difficulté qu'elle traverse ». « La Radio est un bel outil qui permet de contribuer à la pacification de la zone à travers des messages de cohésion et de tolérance diffusés sur les ondes ».

Norbert Yamba Yamba : « Je dénonce l'injustice de la communauté internationale vis-à-vis de la RDC ». Le directeur de cabinet du vice-Premier ministre de l'Intérieur constate non sans pincement au cœur, que la mobilisation de l'occident autour de la question de la guerre en Ukraine est très importante, contrairement à la crise sécuritaire qui a déjà fait des milliers de morts et des déplacés en RDC. « Quand je vois tout cela, je me demande comment le droit international est soutenu. On compte aujourd'hui en Ukraine près de 500 mille morts, mais la RDC en compte plus de 10 millions », se souvient-il. Il a aussi souligné que les manifestations de la population pour dénoncer le silence et la complicité de la communauté internationale face à la guerre à l'Est, est une expression d'un message qu'on voudrait adresser à qui de droit, tout en condamnant les débordements. « Le message ici est que l'hypocrisie s'arrête. Il faudrait que l'on puisse traiter tout le monde comme des êtres humains », a martelé Norbert Yamba Yamba. **Reagan Miviri: « Les autorités congolaises sont les premiers responsables qui doivent mettre fin à la guerre ».** Au cours de l'émission Dialogue entre Congolais à laquelle il était convié sur Radio Okapi, le débat était axé sur la question relative aux manifestations que des jeunes kinois, en majorité, ont organisées pour dénoncer « le silence de la communauté internationale face à la guerre à l'est de la RDC ». Pendant cette émission, ce chercheur d'Ebuteli, partenaire de recherche du Groupe d'Etude sur le Congo, GEC, a insisté sur le fait que les autorités congolaises sont les premiers responsables appelés à mettre fin à la guerre dans l'Est du pays même si elles ne sont pas responsables de ce conflit. Il a souligné que vu l'ampleur de la situation dans l'Est, les paroles elles-mêmes ne suffisent pas : « c'est ce que la population déplore, les gens veulent voir les actes. Par exemple, sanctionner le Rwanda pour son soutien ». Et de s'interroger : « Le Rwanda soutient le M23 depuis plusieurs mois, depuis plusieurs années d'ailleurs et c'est connu. Mais, qu'est ce qui a été fait pour que ce soutien cesse ? En 2012, 2013, il y a eu plus de pressions, au-delà des paroles. Il y a eu même de sanctions. Pourquoi on n'en a pas vu cette fois-ci ».

Ituri : des centaines de miliciens Zaire et CODECO s'engagent à mettre fin aux exactions contre les civils. Ces combattants ont réitéré leur engagement à permettre le libre mouvement des personnes et de leurs biens dans la zone.

Des cas de meurtres, d'enlèvements et de pillages des biens par des miliciens de la CODECO et Zaire étaient toujours observés dans plusieurs localités dans le territoire de Djugu, en dépit de l'acte d'engagement unilatéral signé par ces groupes armés. Ces exactions ont poussé de nombreux habitants à ne plus fréquenter certaines localités et des marchés se trouvant de part et d'autre de deux communautés ethniques auxquelles appartiennent ces miliciens.

Guerre dans l'Est : encore des mouvements massifs de populations de Sake vers Goma ce mardi. Des sources proches de l'armée rapportent que des violents affrontements à l'arme et l'artillerie lourde sont signalés entre les rebelles du M23 et les combattants locaux appelés Wazalendo depuis tôt ce mardi matin aux environs de la cité de Sake, à 27 km de Goma. Ces sources affirment que malgré plusieurs tentatives toutes soldées par des échecs, les rebelles du M23 continuent leurs manœuvres pour le contrôle de la cité de Sake. De son côté, l'armée congolaise a organisé promptement la riposte pour freiner l'avancée des rebelles qui voulaient investir la cité, précisent les mêmes sources. C'est ce qui explique la reprise des hostilités, dont l'épicentre se situe dans les collines de Murambi et environs, surplombants la cité de Sake.

Jean-Pierre Bemba à la population : « Je peux vous attester que la Monusco est à nos côtés », dans les combats contre « l'armée rwandaise et ses supplétifs du M23 ». Le ministre de la Défense a également confirmé l'implication de la SADC : « Elles combattent avec nous. Les troupes de la SADC arrivent chaque jour ».

Assemblée nationale : les pouvoirs de 447 élus nationaux validés. Par cet acte, les élus nationaux concernés par l'incompatibilité, telle que stipulée à l'article 108 de la Constitution, disposent désormais de 8 jours à dater de lundi dernier pour choisir entre le mandat de député et leur fonction actuelle. Si les députés en situation d'incompatibilité ne renoncent pas à leurs fonctions actuelles dans le délai, ils perdront définitivement leur mandat électif au profit de leur suppléant, a prévenu le président de l'Assemblée nationale.

Uvira : ville morte ce mardi pour exiger la réhabilitation de la zone neutre. Cet appel visait à exiger la réhabilitation du tronçon routier de 6 km situé à la frontière entre le Burundi et la RDC, communément appelé zone neutre, qui se trouve dans un état d'impraticabilité.

Nord-Kivu: la ville de Goma asphyxiée économiquement. Le mouvement rebelle M23 occupe les principaux axes routiers qui conduisent vers Rutshuru, Masisi, Lubero et Minova. Plus aucun passage vers ces centres qui pourvoient

la ville de Goma en denrées alimentaires. Le lac demeure la seule voie d'accès et de sortie de la ville de Goma. Cette situation est à la base de la rareté et la hausse des prix des produits alimentaires en provenance des champs. Des voix s'élèvent pour demander au gouvernement congolais d'intervenir de toute urgence pour éviter à cette agglomération d'environ 2 millions d'habitants une situation d'asphyxie dans laquelle elle risque de se retrouver.

Goma : rareté de produits vivriers en provenance de Minova à la suite de la guerre. Les vendeuses qui exercent ce petit commerce empruntent la voie lacustre par boat pour approvisionner la ville de Goma, avec tous les risques et aussi, la multiplicité des taxes notamment au port de Kituku. Tous les produits vivriers agricoles : banane plantin, patate douce, manioc, pomme de terre, les feuilles de manioc et autres légumes BIO sont devenus rares à Goma et les prix sont à la hausse.

Contentieux électoraux : la SYMOCEL note le recul dans la maîtrise des règles du jeu démocratique. La Synergie des missions d'observation citoyenne des élections a rapporté que ce recul se traduit entre autres, par le grand nombre de réclamations contre les résultats provisoires publiés par la Ceni et une forte augmentation des saisines émanant des candidats. Pour une justice électorale équitable de ces contentieux, elle a appelé les juges électoraux à mener le processus du contentieux avec probité et transparence. Le contentieux constitue un élément de crédibilisation du processus électoral.

Sud-Kivu : Le P-DDRCS sensibilise contre le recrutement des enfants dans les milices. « Depuis 2023 jusqu'à ce jour, février 2024, le Programme de démobilisation, désarmement, réinsertion communautaire et stabilisation (P-DDRCS) a réussi déjà à identifier 2077 enfants présumés associés aux groupes armés. Parmi ces enfants, nous avons eu à vérifier et à certifier 1351 enfants qu'on a fait sortir des forces et groupes armés dans les différents territoires de la province du Sud-Kivu ». Cette structure travaille en partenariat avec l'Unicef au sein de la coordination du groupe de travail DDR-Enfant. "D'ailleurs, c'est Unicef qui a appuyé les activités de sortie des enfants des groupes armés durant les 6 mois qu'on a pu finir ces activités". La Monusco et toutes les agences de Protection de l'enfance appuient le programme au niveau de la province.

Kwilu : le nombre de déplacés de Kwamouth à Bagata passe de 5 à plus de 10 000, dont les femmes enceintes et les enfants non accompagnés. Il s'agit des personnes ayant fui les exactions de la milice Mobondo dans leurs villages à Kwamouth. Dans les milieux de refuge, leurs conditions de vie deviennent de plus en plus précaires car ils n'ont pas d'assistance et passent nuit à la belle étoile, d'autres cependant se retrouvent dans les écoles, églises, maisons inhabitées. Le ministère provincial des Affaires humanitaires du Kwilu lance un SOS au gouvernement et aux partenaires, ainsi qu'aux personnes de bonne volonté, afin de venir en aide à ces personnes en détresse.

Mbuji- Mayi : la population salue la poursuite des travaux d'asphaltage de l'avenue Mgr Kongolo
Les riverains de l'avenue Mrg Kongolo ont salué, lundi 12 février, la poursuite des travaux d'asphaltage de ce tronçon qui sépare la commune de Bipemba et celle de la Kanshi, à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental).

A Radio Okapi, ils ont poussé un ouf de soulagement de voir ces travaux aller de l'avant. Au moins 1 km de l'avenue Mgr Nkongolo vient d'être asphalté par l'entreprise Safrimex et 700 m restants seront asphaltés avant la fin de la semaine prochaine. Ces travaux rentrent dans le cadre du projet de réhabilitation et modernisation des 35 km de la voirie urbaine de Mbuji-Mayi.

Sud-Kivu : l'administrateur de Fizi déplore l'état de délabrement de la RN 15. L'état délabré de cette route met en les opérateurs économiques en difficulté d'acheminer les produits sur le marché de Fizi, où la rareté a provoqué la hausse des prix. Pour l'administrateur du territoire, une fois réhabilitée, cette route va permettre le retour de la paix sur une partie du territoire de Fizi, et aux opérateurs économiques de vaguer librement à leurs activités commerciales.

Mercredi 14 février.

Nord-Kivu : l'Unicef appelle les belligérants à la protection de la vie des enfants. « Nous appelons toutes les parties au conflit (rebelles, Fardc et miliciens) à protéger la vie des civils innocents, en particulier des enfants », a indiqué le responsable de l'Unicef en RDC. Il réagissait ainsi après que des civils, dont des enfants, ont été tués à la suite de bombes sur le camp de déplacés de Zaine dans le Nord-Kivu. Il a estimé qu'il « est impensable que des familles ayant fui la violence aient été tuées et blessées dans un endroit qui était censé leur offrir la sécurité ». **Calme précaire sur le terrain des combats à Masisi** Le communiqué a rappelé que « le nombre de nouvelles personnes déplacées des suites des combats qui se sont intensifiés ces derniers mois, était plus élevé qu'en janvier 2023, qui était le pic précédent. Il y a maintenant 1,1 million de personnes déplacées dans le Nord-Kivu, contre 591 000 en août 2023 ». Entre-temps, une accalmie précaire a été observée l'après-midi de ce mardi dans la cité de Sake.

Goma : plusieurs blessés de guerre pris en charge à l'hôpital CEBCA\Ndoshu réclament la paix. Plusieurs personnes déplacées provenant des différentes localités de Masisi, de Sake et ses environs figurent parmi les blessés par balle ou par des bombardements qui suivent actuellement les soins à l'hôpital CEBCA\Ndoshu à Goma (Nord-Kivu). Ils sont soignés grâce au programme chirurgical du CICR. Ce projet prend en charge les blessés de guerre et ceux liés à la criminalité depuis 2010 à Goma. Parmi ces blessés se trouvent des jeunes hommes, des femmes et enfants qui sont cloués sur le lit de l'hôpital sans espoir de recouvrer leur mobilité. D'autres ont été même amputés.

Au moins 280 avocats du barreau de Mai-Ndombe traduits en justice pour escroquerie et exercice illégal de la profession, au parquet près la cour d'appel de Matete, par leur barreau. Le bâtonnier du barreau de Mai-Ndombe fustige le fait que ces personnes continuent à prester à Kinshasa grâce à des fausses cartes d'avocats qu'ils se sont procurés. Il affirme que ces hommes et femmes de droit ont aussi été omis pour non-paiement de la cotisation de l'Ordre national des avocats et la contribution aux charges de l'ordre du barreau de Mai-Ndombe. « Dans le langage du corps on dit qu'ils sont omis, c'est-à-dire qu'ils ne sont plus sur la liste au tableau des avocats. Ils n'ont plus la qualité d'avocats, ils sont dans le coma comme nous disons dans notre langage », ajoute-t-il.

Kananga : des sinistrés des inondations et éboulements dénoncent le détournement de l'aide humanitaire. Cette opération a été initiée à la suite des pluies diluviennes du 26 décembre 2023 qui avait détruit des maisons, des avenues et tué une vingtaine de personnes. Le Gouvernement central avait décidé d'assister les victimes à travers la Caisse de solidarité nationale et de gestion humanitaire des catastrophes. La remise de l'argent était précédée par l'enregistrement des victimes. Mais lors de la remise de l'argent, plusieurs victimes disent n'avoir pas reçu cette aide alors qu'elles étaient enrôlées. Le ministre provincial de l'Urbanisme et habitat, mis en cause dans cette affaire, explique que les victimes ont été tirées par échantillons sur les listes établies par les communes. Les autres devront attendre la deuxième tranche qui viendra de Kinshasa. Il rappelle que pour cette opération, trois mille victimes ont été enrégistrées et que 1700 ont été déjà payées à ce jour.

Kalemie : les bureaux d'âges des communes installés. Les membres qui composent ces bureaux, ont pour mission de valider les mandats des conseillers communaux, d'élaborer le règlement d'ordre intérieur et d'organiser les élections des membres des bureaux définitifs. La ville de Kalemie compte 21 conseillers communaux qui sont répartis dans 3 communes à raison de 7 conseillers par commune. Il s'agit de Kalemie, de la Lukuga et du Lac.

" Les populations vulnérables n'ont pas accès à l'information ", dénonce l'ONG Handicap Zéro. Au cours d'une table ronde tenue à Kinshasa à l'occasion de la célébration de la journée internationale de la Radio, la coordonnatrice de l'ONG Handicap Zéro, Sergine Rhema, a fait remarquer : « Il y a des coins où les radios effectivement n'arrivent pas. Et les peuples autochtones qui vivent dans les forêts ont du mal à accéder à beaucoup d'informations. Pour améliorer leur image, il faut le connaître. Si vous allez vers ses groupes vulnérables, ces personnes vont vous raconter leur quotidien ». Le ministre de la Communication et Médias, a indiqué que le manque d'accès à l'information fiable se pose également dans les zones sous occupation des rebelles du M23 et leurs alliés.

PDL 145 territoires : les édifices construits sous la supervision de la CFEF sont prêts dans les provinces du Kwango et du Kwilu. La Cellule d'exécution des financements en faveur des Etats fragiles (CFEF) effectue depuis le 13 février une mission dans les provinces du Kwilu et Kwango. Le but est de réceptionner les infrastructures scolaires, sanitaires et des bâtiments administratifs construits dans cinq territoires de ces deux provinces.

La poursuite des combats au Nord-Kivu rend difficile l'accès à l'assistance humanitaire. Depuis le 27 janvier, rapporte OCHA, des explosions de bombes ont fait au moins 17 blessés à Sake, y compris dans le site de déplacés.

Toujours selon Ocha, jusqu'au 7 février dernier, ce sont plus de 100 000 personnes déplacées qui avaient trouvé refuge dans la cite de Saké, notamment sur le site des déplacés de Zaina. Parmi ces déplacés de la cite de Sake, environ 13 000 personnes s'étaient installées sur ce site. D'autres ont trouvé refuge dans la ville de Goma. La plupart de ces déplacées vivent dans des conditions précaires et n'ont pas accès à la nourriture, l'eau potable, ni aux soins de santé et autres besoins fondamentaux, s'indigne Ocha. Le bilan de derniers affrontements entre l'armée congolaise et le M23 dans le territoire de Masisi fait état d'au moins 28 civils tués et plus de 60 autres blessés. **Nord-Kivu : la situation sécuritaire demeure tendue dans la cité de Sake.** Les Fardc tiennent toujours leurs positions alors que les rebelles se sont retranchés dans les collines avoisinant la cité de Sake. Un calme précaire est observé depuis mardi soir dans la cité de Sake, signale la société civile locale. Toutefois la cité est restée déserte, ajoute la même source.

La mairie de Mbuji-Mayi instaure la taxe de stationnement pour les engins roulant dans la ville. Cette taxe journalière est évaluée à 500 FC. L'autorité urbaine révèle en outre que le paiement s'effectue dans l'avant midi par voie électronique auprès des agents déployés sur terrain. Le paiement électronique permet à la mairie d'avoir les statistiques des engins qui circulent dans la ville et aussi d'identifier rapidement la destination d'un engin volé.

RDC : plus de 120 millions USD des banques commerciales pour financer la dette du gouvernement congolais envers les pétroliers. Equity BCDC, FirstBank DRC, Ecobank RDC et Standard Bank vont mobiliser un financement de plus de 120 millions USD dans le cadre d'une action de syndication appelée 'Club deal'. Cet accord est le fruit d'une synergie entre ces banques ainsi que le ministère de l'Économie nationale, celui des Hydrocarbures et celui des finances. Il est centré sur la restructuration de la dette publique, avoue le Gouvernement congolais et consiste à refinancer des arriérés de subventions accordées par l'État congolais aux sociétés privées sur les prix produits pétroliers. Le Gouvernement prend en charge une bonne partie du coût du litre de carburant à la pompe.

Le syndicat des menuisiers de Butembo déclenche une grève de 4 jours à la suite d'un incendie des ateliers de menuiserie. Les grévistes protestent contre des incendies perpétrés sur quatorze ateliers de menuiserie. La mutualité des menuisiers estime la valeur des biens détruits par le feu à quelques milliers USD. Plusieurs jeunes qui travaillent dans ces ateliers sont contraints au chômage. Des sources sur place attribuent la cause de ces incendies aux courts-circuits électriques. Cette version ne convainc pas la Mutualité des menuisiers : « Voici maintenant quatre ans, nous utilisons le courant électrique, ça n'a jamais été ainsi. Ce qui est étonnant, c'est le fait que ces événements se passent la nuit. En plus, nous débranchons tous les matériels dans nos ateliers avant de sortir ». Les menuisiers de Butembo exigent l'ouverture d'une enquête.

Bunia : marche de soutien aux Fardc face aux rebelles du M23. A travers cette manifestation, ces étudiants ont voulu compatir avec les victimes des atrocités des groupes armés dans l'Est de la RDC. Dans leur mémorandum remis au maire de la ville de Bunia, les manifestants ont déploré les conséquences de cette guerre sur les populations de l'Est : viol, enlèvements et destruction des villages. Ces étudiants ont également mis en cause non seulement les rebelles du M23 mais également les milices qui commettent des exactions sur les civils au Nord-Kivu.

Djugu : au moins 7 morts et une dizaine de kidnappés dans une attaque de la Codeco, le 13 février, dans trois sites miniers du territoire de Djugu (Ituri). Ils ont pillé des biens de la population ainsi que d'orpailleurs avant de tirer sur eux. La société civile locale a déploré le non-respect des accords de paix signés par les leaders de cette milice et l'absence des Fardc dans plusieurs localités minières de l'Ituri.

Kasai-Oriental : cooptation de deux chefs coutumiers, Kabemba et Mpatu à l'assemblée provinciale. Cette cooptation fait que cet organe délibérant affiche désormais complet. Ces deux autorités traditionnelles proviennent des territoires de Kabeya Kamuanga et de Katanda.

Kwilu : le collectif des jeunes veut un gouverneur « capable de booster le développement » de cette province. Le collectif des jeunes a exprimé son point de vue à l'issue de la table ronde tenue à Kikwit pour discuter des problèmes du Kwilu. Ils ont invité les députés provinciaux du Kwilu à ne pas se laisser corrompre lors de l'élection du gouverneur de province, mais à faire un choix judicieux pour le bien de la province : « si vous osez cette fois ci voter un candidat gouverneur parce qu'il vous a donné 10 000 USD, vous allez d'abord démissionner parce que vous avez été votés par nous, la jeunesse. C'est nous la grande partie des électeurs qui vous ont élus ».

Beni : arrêt des travaux de construction des ouvrages initiés par des candidats députés, lors de la campagne électorale, ces travaux restent à ce jour, inachevés. Par exemple : les ponts reliant les quartiers Kanzuli à Mambango et Cité Belge à Mabolio. C'est le cas également de trois hangars au petit marché de Kasoko, situé dans

le quartier Mambango. Selon le président du Conseil de la jeunesse de la commune de Bungulu, les travaux de construction étaient financés par des candidats députés ayant disparu après leur échec aux élections. Le conseil local de la jeunesse a appelé les concernés à respecter leurs promesses et achever les travaux de construction de ces ouvrages.

Kisangani : six communes dotées de stations solaires de pompage et de traitement d'eau. Ces ouvrages d'une capacité de 2,5 mètres cube par heure pour chaque point d'eau font partie du projet du Gouvernement d'adduction d'eau potable dans les milieux ruraux et péri-urbains. La mise à disposition de ces stations solaires de pompage et traitement d'eau, souligne la cellule de communication du ministère du Développement, apporte une solution aux difficultés d'accès à l'eau potable dans la ville de Kisangani.

Beni : dix morts, en trois mois, dans des attaques des crocodiles à Kyavinyonge, localité riveraine du Lac Edouard, territoire de Beni (Nord-Kivu). Le porte-parole de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) au Nord Kivu, a annoncé la mise en place de cages métalliques dans les zones très fréquentées, afin de bloquer l'accès des crocodiles à ces zones-là. Bien que rare, il a aussi été enregistré des incidents impliquant des personnes à la recherche d'eau ou faisant de la lessive dans le lac. C'est dans ce cadre que l'ICCN envisage des projets de forage d'eau dans les pêcheries afin de réduire les mouvements des enfants dans le lac pour chercher de l'eau.

Jeudi 15 février.

Ituri : lancement du projet « Elimu Kwanza » pour ramener à l'école plus de 42 000 enfants. Ce projet « Education d'abord » est exécuté par un consortium d'ONG dont le Conseil danois pour les réfugiés et NRC dans le but relever le niveau d'éducation des élèves et permettre la récupération des jeunes qui traînent encore dans des groupes armés. Plus de 42 000 enfants en âge scolaire qui ont abandonné le chemin de l'école à la suite des atrocités des groupes armés vont être récupérés. 26 centres de formations professionnelles et une trentaine d'écoles sont ciblés par ce programme, en vue de relever le niveau de l'Education des enfants et récupérer les jeunes à risque dans les territoires de Mahagi et Djugu. Le chef de bureau de l'ONG Conseil danois pour les réfugiés, a affirmé que ce projet offre également aux nombreux jeunes à haut risque l'opportunité d'apprendre différents métiers pour leur autonomisation. Le projet « Elimu Kwanza » ou « Education d'abord » est exécuté en consortium par NRC, Feconde, Ajedec. Il va s'étendre sur trois ans pour un cout évalué à neuf millions d'euros.

Lubumbashi : la lutte contre les marchés pirates, un casse-tête pour les autorités. Cependant, selon certains observateurs Lushois, cette opération bat de l'aile car les marchands ambulants finissent toujours par reprendre leurs activités là où ils ont été chassés. Quand les autorités se décident de mobiliser la police pour lutter contre les marchands pirates, la ville respire, elle est propre, il y fait bon vivre. Les différents couloirs sont dégagés en plein centre commercial, la circulation des piétons devient fluide. Sur le terrain, sitôt que la traque prend fin, la ville change de visage et retrouve son train-train habituel. Les marchands qui avaient dissimilé leurs marchandises, les sortent et les étalent le long des artères dans les couloirs et à même le sol. Ils mènent leurs activités en toute indifférence comme si de rien n'était. Par moment, les policiers qui sont envoyés pour les chasser se transforment en agent protecteurs moyennant quelques billets de banque. Pour éradiquer ce phénomène « Il faut l'éducation de la population ».

Nord-Kivu : accalmie sur toutes les lignes des fronts ce jeudi. Les armes se sont momentanément tues depuis mercredi dernier en début de soirée après d'intenses combats qui ont opposé l'armée aux rebelles du M23 appuyés par l'armée rwandaise dans les collines de Ngingwe, Kagano, Muremure surplombant la cité de Shasha entre la cité de Sake et Bweremana. La situation reste toutefois imprévisible dans cette zone vidée de ses habitants. Certains acteurs locaux, affirment que les Fardc renforcent et maintiennent leurs positions à Sake et aux environs de cette cité.

Les mêmes acteurs, déplorent des actes de pillages des habitations des populations de Sake en fuite. Ces actes seraient perpétrés par les miliciens locaux qui soutiennent les Fardc.

Nord-Kivu : deux soldats sud-africains de SAMI-RDC tués dans l'explosion d'une bombe. Il était 13 h 30, lorsque qu'un tir au mortier a atterri dans l'une des bases du contingent sud-africain de la mission militaire de la SADC, située près de Goma. Une enquête sera, incessamment, diligentée afin de tirer au clair cette situation. Le contingent sud-africain fait partie de la mission de la SADC déployée en RDC, au mois de décembre 2023, pour soutenir et assister le gouvernement congolais dans ses efforts de ramener la paix et la sécurité au Nord-Kivu.

Butembo : des menuisiers en grève pour dénoncer l'incendie de 16 ateliers en 24 heures. Quatrième jour ce 15 février de la grève déclenchée par la Mutualité locale des menuisiers de Butembo, au Nord-Kivu. Cette structure a

demandé mardi 12 février à tous les menuisiers de Butembo d'observer une grève de quatre jours en protestation de seize incendies déclarés dans des menuiseries en moins de 24 heures. La Mutualité exige des enquêtes.

Beni : 50 détenus bénéficient d'une consultation médicale à la prison de Kangbayi, menée par des médecins venus des différents contingents des casques bleus de la Monusco. Ces derniers ont également apporté un lot important de médicaments à l'infirmerie de la prison. L'officier tanzanien Longinus Liwewa, membre de l'équipe des médecins de la Monusco qui mènent la consultation médicale, affirme que la malnutrition est l'une des pathologies fréquentes chez les détenus consultés. « La malnutrition sévit à la prison. Il y a aussi un problème de tuberculose. Le gonflement des jambes que présente la plupart des malades, est notamment dû à la malnutrition ». En plus de la carence en médicaments, le dispensaire de la prison connaît plusieurs autres difficultés.

Kalemie : la FEC décrète une série de journées villes mortes. Selon le président provincial de la FEC, durant cette période tous les commerces seront fermés y compris les stations-services. Par cette action, les opérateurs économiques membres de la principale organisation patronale de la RDC, protestent contre le mauvais climat des affaires dans le Tanganyika. Cette situation est observée, notamment au port de Kalemie, où, près de 27 services de l'Etat prestent au lieu de 4 comme prévoit la loi. Ces services, en plus d'être en pléthore, tracassent les opérateurs économiques. Il a souligné qu'au port de Kalemie, une taxe de 3 % est prélevée même sur les marchandises venant de Goma, Bukavu, et Uvira. Un autre problème qui impacte, toute la vie économique du Tanganyika, est celui des infrastructures routières. « Ce ne sont pas seulement les routes même la voie ferrée. Elle est coupée au niveau de Nyunzu, donc c'est impossible d'aller à Kabalo, d'aller à Kongolo, allons-nous continuer comme ça ? ».

Dégradation de la santé de Salomon Idi Kalonda : la société civile sollicite l'implication du chef de l'Etat pour des soins à l'étranger. En effet, malgré le rapport médical attestant l'incapacité du conseiller de Moïse Katumbi à comparaître, la cour militaire a de nouveau rejeté mardi dernier la demande de sa mise en liberté provisoire alors que son état de santé se dégrade, affirme ces activités. Le coordonnateur du Consortium des ONG de défense des droits de l'homme en a appelé au « président de la République, en sa qualité de magistrat suprême de pouvoir avoir plus d'attention sur un de ses compatriotes qui est dans une situation déplorable qui mérite d'être évacué à l'étranger... ».

Election des gouverneurs au Kasai-Central : la Lucha appelle les élus provinciaux à « trouver un leader ». Les activistes du mouvement Lutte pour le changement (Lucha) estiment que ceux qui n'inspirent pas confiance à la population ne peuvent pas être portés à la tête du Kasai-Central, à l'issue de ce scrutin indirect. Pour eux, il faut un nouveau contrat social qui doit être conclu avec ceux qui viennent à la tête de la province : « Nous encourageons tout candidat désireux de devenir gouverneur et vice-gouverneur de séduire les représentants du peuple par un projet bien chiffré et par ses qualités personnelles : intégrité, méritocratie, probité morale, leadership et popularité ».

Kasai : Alexis Gisaro lance les travaux de construction de la route Tshikapa-Kamako. Le ministre des Infrastructures et travaux publics, a affirmé que la construction de ce tronçon routier va impacter positivement l'économie de la région à travers les échanges commerciaux avec l'Angola. Outre la construction de ce tronçon, il est prévu aussi celle de la bretelle de 27 km à Kandjanji, et de 3 postes de péages routiers. A cela s'ajoute la construction des infrastructures sociales, ainsi que de 5 km de voiries à Tshikapa et 5 autres à Kamako et la construction d'un poste frontalier moderne toujours dans cette cité. Une deuxième équipe de l'Agence congolaise des grands travaux, (ACGT) sera installée à Tshikapa pour d'autres projets, entre autres, le projet Sino-congolais pour la construction de l'aéroport de Tshikapa, a ajouté le ministre Gisaro.

Beni : plus de 10 000 personnes subviennent aux besoins de leurs familles grâce projet STEP II. Plus de 10 000 personnes, en majorité vulnérables de la ville de Beni (Nord-Kivu) ont affirmé, le 14 février, subvenir aux besoins de leurs familles grâce au projet pour la stabilisation de l'Est de la RDC appelé « STEP II ». Ce projet du Fonds Social de la République (FSRDC), financé par la Banque mondiale, consiste à assainir certaines rues et avenues et à construire quelques ouvrages à travers les travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO).

Haut-Katanga : cooptation ce jeudi de 4 chefs coutumiers à l'assemblée provinciale. Les deux premiers l'ont été par consensus et les deux derniers par vote. Les chefs coutumiers ont un quota de quatre sièges à l'assemblée provinciale du Haut-Katanga. Ils sont recrutés dans les six territoires que compte la province. De ces six territoires, deux, Pweto et Kasenga, ne posent pas un problème car lors de la législature passée, ils n'étaient pas représentés. Ainsi par le principe de la rotation, deux sièges leur reviennent d'office.

Nord-Kivu : des bombardements accentuent la pression sur au moins 800 000 déplacés (HCR). Dans son communiqué rendu public, le 14 février, à Genève (Suisse), le Haut-Commissariat aux Réfugiés s'est dit préoccupée de la tombée des bombes sur des civils notamment dans les sites de déplacés du camp Zaina à Sake et à

Lushagala à Goma où sont hébergés 65 000 personnes. Le HCR s'est dit également préoccupé de la situation désastreuse d'environ 135 000 déplacés ayant fui le camp Zaina près de Sake vers Goma, chef-lieu du Nord-Kivu. Il appelle à une cessation immédiate des hostilités et à des négociations de paix afin de résoudre le conflit et d'alléger les souffrances des civils innocents pris au piège de la violence.

Ituri : de nombreux passagers de la CAA bloqués à Bunia faute d'avions. Ces voyageurs à destination de Kisangani, Isiro, Goma, Lubumbashi et Kinshasa ont affirmé être préjudiciés dans leurs activités surtout ceux ayant des urgences médicales en dehors de Bunia. « Cette fermeture va impacter négativement sur non seulement la ville de Bunia mais également les autres endroits enclavés à la suite de l'insécurité et l'état des routes. La fermeture risque d'affecter les commerçants, des humanitaires et bien d'autres ». D'autres passent par l'Ouganda via la route ou la voie lacustre pour atteindre Goma dans l'espoir de trouver un avion pour poursuivre leur périple. Face à ces défis, ces voyageurs ont recommandé au Gouvernement congolais de relancer les vols de la compagnie nationale Congo Airways en Ituri. Le bureau de l'agence CAA est fermé depuis lundi à Bunia et tous les services suspendus.

